

Marc Kravetz

PORTRAITS DU JOUR

★ 150 histoires
pour un tour du monde



**Marc
Kravetz**
**PORTRAITS
DU JOUR**
★

Sommaire

-
- 001 **Cornelius Horan – Grèce**
Ce prêtre bloque la course d'un marathonien en pleins Jeux olympiques pour préparer la venue de Jésus-Christ. ★ *page 25*
-
- 002 **Peter Qasim – Australie**
Exilé, apatride ; ni accusé, ni jugé, ni condamné : seulement détenu dans un camp. Depuis six ans. ★ *page 28*
-
- 003 **Tali Fahima – Israël**
Une Israélienne juive en détention administrative pour relation suspecte avec un Palestinien des brigades Al-Aqsa. ★ *page 31*
-
- 004 **Lynne Gobbel – États-Unis**
Licenciée pour avoir affiché ses intentions de vote, John Kerry l'embauche dans son équipe de campagne. ★ *page 34*
-
- 005 **Baby Halder – Inde**
Elle ne savait pas lire, elle a appris à écrire. Sa vie de domestique devient un succès littéraire. ★ *page 37*
-
- 006 **Deng Galuak et Rael Atem – Kenya**
Deux « enfants perdus » du Sud-Soudan se retrouvent aux États-Unis. Ils s'aiment et se marient. ★ *page 40*
-
- 007 **Charlene Warren et Darralyn Griffiths – Pitcairn**
La justice anglaise décide de mettre fin à certaines pratiques sexuelles chez les descendants des mutins du *Bounty*. ★ *page 43*
-
- 008 **Mukhtar Mai – Pakistan**
Violée publiquement pour punir un « crime » supposé de son jeune frère, elle refuse de se taire et plus encore de se tuer. ★ *page 46*
-
- 009 **Rafe Esquith – États-Unis**
L'instituteur fait de Shakespeare l'idole des enfants d'un quartier déshérité de Los Angeles. ★ *page 49*
-
- 010 **Amin Mashrigi – Yémen**
Ce poète essaie de lutter contre la violence et l'extrémisme avec ses vers. ★ *page 52*
-
- 011 **Chris Cranmer – Grande-Bretagne**
Il obtient le droit d'affirmer son appartenance à l'Église de Satan et d'en pratiquer le culte au sein de la Royal Navy. ★ *page 55*
-
- 012 **Ebu Gogo, le Hobbit – Indonésie**
Un squelette d'il y a dix-huit mille ans pourrait remettre en cause les théories sur l'évolution de l'humanité. ★ *page 58*
-
- 013 **José Mujica – Uruguay**
Comment l'ancien chef de la guérilla urbaine des Tupamaros est devenu sénateur. ★ *page 61*
-

Cornelius Horan

Il a choisi le marathon pour annoncer la fin du monde

Mardi 31 août 2004

Cornelius Horan a connu sa minute de célébrité planétaire, « minute » étant une façon de parler, mais « planétaire » étant assurément le mot juste. Ce lundi 30 août 2004, son nom a été cité dans un bon millier de journaux. Cornelius Horan est cet homme qui a brutalement interrompu la course en tête de l'athlète brésilien Vanderlei de Lima lors du marathon qui, ce dimanche, devait clore les Jeux olympiques d'Athènes. L'image a fait le tour du monde. Elle montrait Cornelius, arborant l'étoile de David et portant un béret vert, un kilt rouge et blanc, avec, sur sa chemise, une affiche au libellé assez énigmatique où l'on pouvait lire en anglais : « Le prêtre du grand prix. Israël, accomplissement de la prophétie dit la Bible » et encore « La seconde venue est proche ».

Son nom n'ayant pas encore été dévoilé, les journaux avaient déduit de son costume, pour certains qu'il était grec et pour d'autres écossais. Une fois l'homme arrêté et jugé, on a appris son histoire. Cornelius Horan est un citoyen irlandais de 57 ans, ex-prêtre catholique suspendu de ses fonctions depuis une dizaine d'années, semble-t-il, bien que lui-même se soit déclaré en congé sabbatique. Il a assuré à la police grecque qu'il n'entendait pas perturber le marathon ni blesser Vanderlei de Lima et qu'il l'avait seulement attrapé pour « préparer la deuxième venue de Jésus-Christ ». La police, qui l'avait dans un premier temps suspecté d'ivrognerie, a prudemment estimé que l'homme devait souffrir de problèmes psychologiques.

001



Ce jour-là...

Russie. Dix morts et une cinquantaine de blessés après un attentat-suicide à Moscou, revendiqué par les Brigades Islambouli en « soutien aux musulmans tchétchènes ».

Europe. Le président Jacques Chirac et le chancelier allemand Gerhard Schröder rencontrent le président russe Vladimir Poutine et donnent leur appui à une Russie « ouverte à toute discussion sur la mise en œuvre d'une solution politique » dans la crise tchétchène.

Irak. La mise à mort de douze otages népalais est revendiquée par le groupe Ansar Al-Sunna.

L'an dernier, Cornelius Horan avait délivré un message similaire en prenant des risques nettement plus sérieux. Il s'était installé au milieu de la piste de Silverstone durant le Grand Prix automobile de formule 1. Il s'en était sorti indemne mais avait été puni de deux mois de prison. Il serait également intervenu (ou aurait essayé d'intervenir) sur le court central de Wimbledon pendant le tournoi de tennis et se serait manifesté auparavant à l'occasion de compétitions de cricket et de rugby.

Jugé à Athènes, l'ancien prêtre a été condamné à 3 000 euros d'amende et un an de prison avec sursis (il en risquait cinq, mais le tribunal a tenu compte de ses « problèmes psychologiques »). Le juge l'a toutefois averti qu'il exécuterait sa peine s'il commettait un autre délit en Grèce dans les trois ans à venir. Ce n'est probablement pas à son programme. En effet, si l'on en croit une correspondance publiée dans *The Hindu*, le quotidien de Madras, Cornelius Horan serait l'auteur du livre *Un monde glorieux va bientôt venir* qui prédit la fin du monde à courte échéance.

Si l'exploit de Cornelius Horan lui a acquis cette célébrité, douteuse certes, mais non moins acquise (et telle que promise, on s'en souvient, par Andy Warhol), d'autres s'y sont essayés avec moins de succès au cours de cette olympiade. Pour avoir plongé dans la piscine olympique en tutu, le Canadien Ron Bensimhon a été condamné à cinq mois de prison. Nul ne sait s'il a ou non bénéficié d'un sursis. Quant à l'Australien Craig Miller, joueur vedette de l'équipe nationale de water-polo, qui a baissé son pantalon lors de la cérémonie de clôture, on sait seulement qu'il a été expulsé du stade.

Un mot toutefois à propos du marathon remporté finalement par l'Italien Stefano Baldini. La discussion fut vive pour savoir si oui ou non Vanderlei de Lima l'aurait emporté sans l'agression dont il fut victime. Baldini jure que dans tous les cas il aurait rattrapé l'athlète brésilien, lequel, finalement arrivé troisième, a fait preuve d'une grande sérénité sportive qui lui a donc valu, outre sa médaille de bronze, la médaille Pierre de Coubertin remise par le président du Comité international olympique, plus des excuses officielles.

Et ce n'est pas tout. Cornelius Horan a également une famille, laquelle s'est exprimée dans la presse irlandaise pour faire part de sa stupeur et souhaiter présenter des excuses au Brésil et au peuple brésilien. Dan Horan, l'un des frères de l'ex-

prêtre, a expliqué que c'était une rude épreuve pour les siens, d'autant que ses autres frères et sœurs avaient des enfants qui risquaient de subir les moqueries de leurs camarades d'école. Et Dan Horan d'ajouter : « Mon frère croit vraiment que le monde n'en a plus pour longtemps et que le Seigneur va revenir. Je lui ai dit que c'était une opinion respectable comme d'autres, mais qu'il ne fallait pas pour autant prendre les gens à la gorge... »

Post-scriptum

Son intervention intempestive dans le marathon olympique avait valu à Cornelius Horan douze mois de prison avec sursis. Cela ne l'a pas calmé. Lors de la Coupe du monde de Football de 2006 en Allemagne, il a été arrêté par la police allemande après avoir écrit à la chancelière Angela Merkel qu'il allait exécuter une danse irlandaise traditionnelle « pour la paix » (peace jig) le jour de la finale. Il avait également annoncé dans un journal irlandais qu'il entendait brandir pour l'occasion une pancarte déclarant qu'« Adolf Hitler était un bon chef qui avait suivi les enseignements du Christ » et qu'il irait faire le salut hitlérien devant l'ancien siège de la Gestapo. Il a alors été mis en prison pour deux mois, en attendant un procès auquel finalement le juge a renoncé. En avril 2007, à l'occasion du marathon de Londres, le pasteur défroqué a fait l'objet d'un ASBO (pour anti-social behaviour order, une mesure judiciaire civile britannique édictée en 1998 dans le but, notamment, d'interdire l'accès des stades aux hooligans). L'ordre a expiré en juin 2007. On n'a plus entendu parler de Cornelius Horan depuis lors, mais ce n'est probablement que partie remise.

002

Peter Qasim Apatride à perpétuité



Ce jour-là...

États-Unis. Colin Powell, le secrétaire d'État américain, qualifie de « génocide » l'action des milices arabes Janjawid au Darfour et en tient le gouvernement du Soudan pour responsable.

Indonésie. Un attentat à Jakarta contre l'ambassade d'Australie, revendiqué par la Jemaah Islamiyah, réseau local d'Al-Qaida, fait neuf morts et près de deux cents blessés, tous indonésiens.

Costa Rica. Le pays demande aux États-Unis de le rayer de la liste de la coalition en Irak.

Jeudi 9 septembre 2004

Peter Qasim entre aujourd'hui dans sa septième année de détention au centre de Baxter, en Australie. Il n'est ni un délinquant ni un criminel de droit commun ; il n'a jamais été jugé ni a fortiori condamné, mais est néanmoins détenu dans ce camp sans perspective d'en sortir un jour.

« Un homme sans passé, sans avenir et sans espoir » : on suppose que ce titre du *Daily Telegraph*, quotidien de Sydney, était destiné à frapper l'imagination du lecteur – bien que largement inexact. Le jeune homme évoqué dans l'article a tout de même un passé, agité et douloureux. Il n'est écrit nulle part qu'il n'aura pas droit à un meilleur avenir, sauf dans la législation australienne qui n'a apparemment rien prévu d'autre que l'enfermement dans le camp de Baxter pour les gens dans son cas.

En cette année 2004, Peter Qasim a tout juste 30 ans. Il est né le 14 mai 1974 dans le Cachemire indien. Quand il a eu 5 ans, son père, militant séparatiste kashmiri, fut tué par les forces de sécurité indiennes et sa mère est morte peu après. Du peu que l'on connaît de lui, on sait qu'il a été berger, qu'il a lui-même milité pour la cause kashmiri, qu'il aurait connu la prison, la torture et la clandestinité. C'est ce que rapportent les journaux australiens et néo-zélandais qui ont suivi son histoire.

Puis, Peter Qasim a voulu fuir son pays. Il a réussi, grâce à un faux passeport indien. Il est passé par Singapour et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, autant de lieux où il n'avait pas le droit de séjourner et aucun moyen de réclamer le droit d'asile. Il a donc gagné l'Australie en bateau. Il y a été aussitôt arrêté.

Le représentant du ministère australien de l'Immigration qui a traité son dossier a reconnu que Peter Qasim était un citoyen indien du Cachemire et admis qu'il avait été torturé. Mais il a estimé que Peter Qasim ne pouvait prouver qu'il était menacé de persécutions ultérieures. Il lui a donc refusé le « visa de protection » qui lui aurait permis de demeurer librement en Australie. La seule option qui restait alors au jeune homme était de retourner en Inde, de gré ou de force. Peter Qasim n'a même pas eu le choix de refuser : c'est l'Inde qui n'a pas voulu reconnaître sa nationalité. C'est ainsi qu'il est devenu apatride. À ce titre, il ne pouvait être ni accueilli ni expulsé. On a donc décidé de le laisser dans le centre de détention pour demandeurs d'asile de Baxter.

En 2000, selon *The Age*, un quotidien de Melbourne, le tribunal spécial chargé de réexaminer le cas des réfugiés lui ayant de nouveau refusé l'accueil, Peter Qasim a réussi à s'évader de Baxter. Il a très vite été rattrapé et condamné pour ce fait à trois mois de prison.

En août 2004, la Haute Cour australienne a rendu un arrêt confirmant le maintien en détention des « refusés du droit d'asile » dès lors qu'aucun autre pays n'était disposé à les recevoir. Treize apatrides d'origines diverses sont présentement dans ce cas en Australie ; Peter Qasim est l'un d'entre eux, sûrement le plus ancien.

Son ultime espoir a été anéanti le 31 août quand Amanda Vanstone, Madame la ministre de l'Immigration, a refusé d'exercer le « pouvoir discrétionnaire » qui lui aurait permis de le libérer. Peter Qasim n'a donc plus d'autre perspective que de rester derrière les barbelés du camp de Baxter jusqu'à sa mort.

Une décision qui a son prix : selon les chiffres publiés par la presse australienne, la détention de Peter Qasim a déjà coûté 612 000 dollars australiens aux contribuables.

Peter Qasim n'en est pas moins un détenu modèle. Au centre de Baxter, il fait office de cuisinier et gagne 1 dollar par jour. « Ma seule faute, a-t-il déclaré lorsque son ultime demande a été rejetée, a été de venir dans un pays qui ne voulait pas de moi. Je l'ai déjà payé très cher. Le sort de n'importe quel criminel est meilleur que le mien, il sait au moins quand il sortira. Je vous supplie de me rendre la liberté. Je suis prêt à travailler dur pour vous dire ma gratitude, mais je ne pourrai pas vivre en prison pour toujours sans espoir. » Peter Qasim a quelques

amis en Australie, notamment parmi les parlementaires de l'opposition, qui disent craindre pour sa vie ou, à tout le moins, pour sa santé mentale.

Le 9 septembre, des manifestations ont été organisées dans tout le pays pour soutenir Peter Qasim et les autres « refusés du droit d'asile ». Les défenseurs australiens des droits de l'homme ont baptisé ce 9 septembre « Journée nationale de la honte ». Peter Qasim inaugurait alors son deux mille cent quatre-vingt-douzième jour de détention.

Post-scriptum

Le 20 juin 2005, la ministre australienne de l'Immigration, Amanda Vanstone, a accordé à une soixantaine d'immigrants détenus de longue date un bridging visa leur permettant de séjourner et de travailler dans le pays. Peter Qasim était du lot. Il avait été transféré au début du mois dans un hôpital psychiatrique. Il en est sorti libre, avec son nouveau visa, le 16 juillet 2005, après environ sept ans de détention. À notre connaissance, il vit toujours en Australie et détient le record peu enviable de la plus longue détention sans jugement d'un immigrant au seul motif d'être apatride.

Tali Fahima

La première juive israélienne en détention administrative

Mercredi 15 septembre 2004

Le juge Goren, président du tribunal de district de Tel-Aviv, a confirmé mardi 14 septembre le mandat de détention administrative émanant du ministre israélien de la Défense contre Tali Fahima, suspectée, selon le ministère, d'avoir voulu mener un attentat terroriste contre une cible israélienne.

Tel est le motif juridique d'une décision en vertu de laquelle Tali Fahima sera maintenue en détention pour une première période de quatre mois. Toujours selon le juge Goren, tel que cité dans la presse israélienne, la décision est fondée sur la base de « sources fiables » du renseignement, incluant la déposition d'un agent du Shin Beth, le service israélien de sécurité.

La presse israélienne, qui a longuement traité l'affaire, n'a pas manqué d'en souligner le caractère exceptionnel. C'est la première fois qu'une citoyenne juive israélienne est placée en détention administrative, autrement dit sans être officiellement incriminée et sans perspective même de jugement. Cette mesure est généralement utilisée contre les Palestiniens, et il faut supposer qu'elle repose, dans ce cas d'espèce, sur des soupçons particulièrement sérieux, ce qui, hormis la parole du juge Goren, ne peut être à ce stade ni confirmé ni démenti dans l'affaire Tali Fahima.

Mais qui est Tali Fahima ? À lire les nombreux articles consacrés à cette jeune femme de 29 ans, le moins qu'on puisse dire est que le milieu dont elle vient n'explique pas exactement le profil de la militante pro-palestinienne qu'elle est devenue. Tali est née

003



Ce jour-là...

Grande-Bretagne. La Chambre des Communes vote l'interdiction de la chasse à courre au renard, malgré une manifestation protestataire de dix mille personnes à Londres.

États-Unis. L'ONU rejette pour la douzième année consécutive la demande de la République de Chine (Taiwan) d'être représentée en tant que telle au sein des Nations unies.

Afghanistan. Trois Américains sont condamnés pour la détention illégale et la torture de citoyens afghans dans une prison privée de Kaboul.

et a grandi à Qyriat Gat, une « ville de développement » en bordure du Néguev, de cinquante-deux mille habitants dont un tiers dépend des services d'assistance de la municipalité. Famille venue d'Algérie en 1958, parents divorcés, élevée par sa mère, études sans histoires, service militaire puis emploi de secrétaire juridique à Tel-Aviv avant d'être licenciée pour ses opinions politiques « radicales » – mais ce dernier point est plutôt récent.

Jusque-là, rien ne semblait distinguer Tali Fahima de ses voisins et concitoyens de Qyriat Gat où l'on vote traditionnellement et massivement pour le Likoud. Un vote de droite, mais aussi un vote « social ». Vieille histoire. Ceux-là qu'on appelle les « Orientaux », manière assez paradoxale de désigner les émigrants venus d'Afrique du Nord, qui forment la grande masse des défavorisés en Israël, ont traditionnellement donné leur voix à la droite pour protester contre l'*establishment* travailliste et ashkénaze.

Tali elle-même n'a pas caché avoir voté pour Ariel Sharon au dernier scrutin. Que s'est-il donc passé ? Elle l'a raconté récemment à un hebdomadaire de Tel-Aviv. Résumons. « J'étais naturellement de droite, disait-elle, j'ai été éduquée dans l'idée que les Arabes n'ont pas leur place ici, j'ai appris à les haïr et à en avoir peur. J'avais commencé à changer d'avis avant les dernières élections, mais à cause des attentats terroristes, j'ai voté pour Sharon. »

Tali n'en est pas moins curieuse. Sans militer dans aucun des mouvements pacifistes ou gauchisants, elle s'est mise à chercher tout ce qu'elle pouvait trouver sur l'Internet à propos des Palestiniens et des Arabes. Puis elle a commencé à échanger des courriers électroniques avec certains d'entre eux, puis on est passé du mail au téléphone... jusqu'à ce que le Shin Beth s'y intéresse de près.

Le temps passe, et à un moment de cette longue histoire, Tali Fahima décide qu'elle doit agir. Elle monte une sorte de projet humanitaire personnel, si l'on veut, et c'est à ce moment qu'elle va faire la connaissance de Zakaria Zubeidi, un Palestinien de Djénine pas vraiment inconnu des services de sécurité, tenu pour être le responsable local des commandos Al-Aqsa et recherché par la police israélienne pour un attentat meurtrier.

La rencontre virtuelle est devenue réelle à Djénine. Une amitié s'est nouée. Dans le même temps, Zubeidi échappait à une tentative d'« assassinat ciblé » des forces israéliennes. Tali

sort alors de l'anonymat en déclarant qu'elle est prête à servir de bouclier humain pour le « terroriste » dont elle dit qu'il est un « combattant de la liberté », tout en exprimant personnellement son désaccord avec les attentats-suicides.

Ce n'est pas toute l'histoire, mais ce sont au moins les faits établis sur lesquels toutes les parties peuvent s'accorder. Suite à sa déclaration, Tali est une première fois arrêtée, puis remise en liberté, puis à nouveau interpellée, le 9 août 2004, jusqu'à cet ordre de mise en détention administrative signé par le ministre Shaul Mofaz, qui vient d'être confirmé par le juge Goren.

L'avocate de la jeune femme, Smadar Ben-Nathan proteste de l'innocence de sa cliente et déclare qu'il s'agit d'une chasse aux sorcières. Le motif juridique a été exposé plus haut. On n'en saura pas plus, c'est ce que permet justement la détention administrative : une suspicion sans obligation de preuve, pour raisons de sécurité.

Post-scriptum

Le 23 décembre 2005, Tali Fahima a enfin été jugée. Suite à un arrangement avec le tribunal, elle avait accepté de plaider coupable pour des charges mineures, ce qui devait lui valoir une libération rapide. Celle-ci lui a cependant été refusée en septembre 2006, au motif d'avoir fait preuve « d'insolence et de mauvaises manières » à l'égard des gardiens de prison. Tali Fahima a été finalement libérée pour « bonne conduite » en janvier 2007, un an avant l'expiration de sa sentence, mais il lui est toujours interdit de quitter le pays, de parler aux médias ou d'entrer dans les territoires palestiniens.

Le 23 avril 2007, elle a participé aux « célébrations alternatives » de la Journée de l'Indépendance d'Israël, allumant une bougie pour Zakaria Zubeidi. Moins de trois mois plus tard, ce dernier annonçait qu'il avait conclu au nom des brigades Al-Aqsa pour le nord de la Cisjordanie un accord avec les autorités israéliennes signé le 14 juillet 2007 : Zakaria Zubeidi et ses hommes s'y engageaient à rendre leurs armes et à cesser les attaques contre Israël.

004

Lynne Gobbel Licenciée pour un autocollant



Ce jour-là...

France. Des centaines d'inspecteurs du travail défilent à Paris pour demander le soutien de leur ministère après l'assassinat de deux de leurs collègues.

Canada. Le Manitoba est la quatrième province du Canada à légaliser le mariage homosexuel.

Irak. Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan déclare l'invasion de l'Irak « illégale car non conforme à la charte de l'ONU ». Deux Américains et un Anglais sont enlevés à Bagdad. La vidéo de leur décapitation est diffusée par leurs ravisseurs sur l'Internet.

Jeudi 16 septembre 2004

Rien ne destinait probablement cette ouvrière blanche de 41 ans à faire parler d'elle dans les médias américains, ni même à figurer à la une du quotidien local. C'est pourtant ce qui est arrivé à Lynne Gobbel, avec sa photo grand format sur la première page de l'édition du dimanche du *Decatur Daily*, publié, comme son nom l'indique, à Decatur, Alabama.

La photo nous montre Lynne Gobbel, posant à côté de sa voiture, une petite Chevrolet de couleur rouge, avec, collé sur la vitre arrière, un autocollant appelant à voter « Kerry-Edwards » le 2 novembre 2004, pour l'élection présidentielle américaine. L'article du *Decatur* nous apprend que Lynne Gobbel était jusqu'à ces derniers jours employée dans une entreprise d'isolation thermique. Elle y travaillait dur, cinquante à soixante heures par semaine, jusqu'à ce qu'elle se fasse « virer ». Il n'y a pas d'autre mot, tant ce fut brutal, voire grossier. Et tout ça à cause de l'autocollant.

L'histoire se joue en quelques heures ce jeudi 9 septembre. Lynne retourne au travail après sa pause quand elle est appelée par son chef. Le contremaître a un message à lui transmettre de la part du patron et propriétaire de l'entreprise, un avocat local du nom de Phil Geddes. Le message est simple et bref : le patron exige que Lynne Gobbel retire à l'instant l'autocollant « Kerry-Edwards » de sa voiture. À prendre ou à laisser, précise le petit chef.

« Ce n'est pas à Phil de décider pour qui je dois voter », répond Lynne. « Va le lui dire toi-même », conclut le contremaître. Lynne Gobbel s'en va donc trouver le patron. Elle lui

demande de confirmer sa demande. Il confirme. Elle lui répète que ce n'est pas vraiment ses affaires. Il le prend mal, rappelle à son employée qu'il est le maître chez lui avant de la prier sèchement de quitter son bureau. Au moment de passer le seuil de la porte, Lynne demande au patron si elle est renvoyée. Phil Geddes répond qu'il y pense. Quelques minutes plus tard, le petit chef annonce à la pauvre Lynne qu'elle est licenciée sur-le-champ. Lynne, choquée, retire ses gants de travail, les jette dans la poubelle et quitte les lieux.

Un peu plus tard, l'histoire ayant fait le tour de la ville, Lynne Gobbel confie à Clayde Stancil, journaliste au *Decatur Daily*, que malgré ses futures difficultés à retrouver un travail à Moulton, elle ne regrette pas d'avoir refusé d'ôter l'auto-collant. Ce n'est pas seulement une question politique mais une affaire de dignité. De justice aussi. Car le patron, Phil Geddes, n'hésite pas, lui, à faire état de ses opinions auprès de ses employés. Le mois précédant l'affaire, Lynne avait trouvé dans son casier, comme les autres, en même temps que son bulletin de salaire, une note de la direction expliquant en quoi la politique fiscale et les réductions d'impôts du président Bush junior étaient bonnes pour l'entreprise. Le *Decatur Daily* a vérifié ce détail et reproduit la note en marge de l'article. Le journal précise que Phil Geddes n'a pas souhaité s'expliquer sur ce point.

L'Internet aidant, l'histoire s'est vite répandue bien au-delà de l'Alabama. Dès le dimanche suivant, le téléphone n'a plus arrêté de sonner chez Lynne Gobbel. De tous les coins du pays, on lui demandait de raconter une fois encore son histoire.

Mardi 14 septembre, Lynne Gobbel a reçu un autre appel qu'elle n'est pas prête d'oublier. Au bout du fil, John Kerry en personne tenait à lui dire qu'il était à la fois désolé pour elle et fier de la manière dont elle avait tenu bon, ajoutant : « Votre patron a dit "C'est Kerry ou c'est moi", alors dites-lui que désormais, vous travaillez pour John Kerry. » Aussitôt dit aussitôt fait : Lynne a appelé son ancien directeur pour annoncer qu'elle s'était trouvé un nouveau poste et quand elle a précisé ce dont il s'agissait, il paraît que son interlocuteur est resté sans voix.

Pour Lynne, l'in vraisemblable est que John Kerry l'ait appelée en personne. Et même deux fois, puisque la première, elle n'était pas chez elle. Le candidat à la présidentielle avait alors laissé un message qui est toujours sur son répondeur. Lynne Gobbel ne l'effacera pas de sitôt.

Peu après leur entretien téléphonique, l'un des responsables de la campagne a appelé Lynne Gobbel pour les arrangements pratiques. On n'en sait pas plus pour le moment. Sauf qu'il s'agit bien d'un emploi salarié. Ce qui a fortement soulagé l'ouvrière licenciée qui, dit-elle, ne savait comment elle allait payer son loyer dans les mois à venir.

On ne peut que lui souhaiter bonne chance. Les élections auront lieu dans cinquante jours. L'avenir de Lynne Gobbel est désormais entre les mains des électeurs américains.

Post-scriptum

Peu après la diffusion de ce portrait, Lynne Gobbel entamait en Floride une série de vingt-deux interviews télévisées, dans lesquelles elle racontait inlassablement la mésaventure d'une citoyenne démocrate confrontée à un patron « bushiste ». Ce fut, semble-t-il, l'essentiel de son emploi dans la campagne présidentielle de John Kerry. Cela ne suffit pas à empêcher George W. Bush d'être réélu le 2 novembre 2004. Nous n'avons pas d'autres nouvelles de Mrs Gobbel depuis lors. Même une recherche dans les archives du Decatur Daily est restée vaine.

Baby Halder

Le plumeau et la plume

Mercredi 22 septembre 2004

Le dernier succès de librairie en Inde est l'autobiographie d'une jeune femme de 29 ans, Baby Halder. Le livre n'existe pour le moment qu'en hindi et il a été publié sous le titre *Aalo Andhari* ; en français, cela pourrait se traduire par « Lumière et ténèbres ». La presse indienne en a beaucoup parlé, et plus encore de son auteur ; le magazine *Outlook of India*, en particulier, lui a consacré un long article.

Baby Halder est née dans un village du Bengale occidental en 1975 ; le reste de son état civil est incertain. Abandonnée très tôt par sa mère, puis maltraitée par son père et sa belle-mère, elle a une enfance courte. Elle n'a pas 12 ans quand elle doit quitter l'école, peu avant d'être mariée à un homme alcoolique qui a plus du double de son âge et qui la viole en guise de nuit de noces. Elle a son premier enfant à 13 ans et deux autres suivent. Un jour, elle ne supporte plus d'être constamment violente. Elle quitte alors la maison avec ses trois enfants et prend un train pour la capitale. Sans ressources ni parents à New Delhi, Baby Halder se transforme, comme des milliers d'autres, en bonne à tout faire, passant d'une famille à l'autre, mal payée – quand elle l'est –, pas toujours nourrie ni logée, au point de devoir, parfois, dormir dans la rue. Il en est ainsi jusqu'au jour où, sur la recommandation d'un livreur de lait du voisinage, elle entre au service d'un certain professeur Prabodh Kumar, universitaire à la retraite et petit-fils d'un grand écrivain de langue hindi, Munshi Premchand.

Elle y fait merveille, disent les articles lui étant consacrés, une sorte de domestique idéale, diligente, efficace, jonglant

005



Ce jour-là...

Russie. Total annonce l'accord qui lui attribuera la minorité de blocage chez le gazier russe Novatek pour un montant de 1 milliard de dollars environ.

Burkina Faso. Dix-neuf pays se réunissent avec Interpol pour combattre le crime organisé et le terrorisme en Afrique.

Monde. Le Brésil, l'Allemagne, l'Inde et le Japon signent un communiqué commun pour la réforme des Nations unies garantissant au moins un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité pour l'un de ces quatre pays.

entre ménage et cuisine, rapide en tout, sauf quand elle doit épousseter la bibliothèque du professeur. Ce dernier raconte qu'il l'a découverte un jour un livre dans une main, son plumeau dans l'autre, et qu'elle a balbutié alors des excuses telle une enfant prise les doigts dans la confiture. Le professeur Kumar a ainsi compris que sa bonne savait lire. Loin de la punir (ce qui eût été son sort partout ailleurs), il lui a offert de choisir un livre dans sa bibliothèque. Elle a hésité longuement avant de montrer l'ouvrage en bengali de Taslima Nasreen, *Amar Meyebela*, (*Enfance, au féminin*), qu'elle a emporté avec elle.

Plus tard, Baby Halder dira qu'en lisant l'histoire de Taslima Nasreen, elle a eu l'impression de retrouver la sienne. Et puis elle a lu d'autres livres. Le professeur lui a fait un autre cadeau : un cahier et un stylo. Et lui a ordonné d'écrire. « Écrire quoi ? Je n'ai rien à dire d'intéressant. » « Écris », a répété le professeur. Et c'est finalement ce qu'elle a fait.

« Il y avait presque vingt ans que je n'avais pas touché un cahier et un stylo, a-t-elle raconté dans l'article de *Outlook of India*. J'étais très mal. Surtout quand mes enfants me demandaient ce que je faisais avec un cahier comme celui qu'ils noir-cissaient à l'école. » Mais ayant commencé, elle n'a plus arrêté. Elle écrivait jour et nuit entre ses travaux ménagers et quand les enfants étaient couchés. Son mentor s'est dit « médusé ». Lui qui mettait tant de temps à se mettre au travail et à trouver ses mots observait cette femme qui levait à peine la tête, alignant inlassablement des phrases sur ce fameux cahier.

Un jour, il a lu. « En lui donnant de quoi écrire, raconte l'universitaire, je pensais surtout que ça pourrait l'aider à se changer les idées. Mais le résultat a été surprenant. » Ne voulant pas se fier à son seul jugement, le professeur Prabodh Kumar a confié des copies du manuscrit à ses amis du milieu littéraire. Tous ont été enthousiastes et l'un d'eux a même parlé d'une sorte de « version indienne du *Journal* d'Anne Frank ».

Pour faire lire le texte, écrit en bengali, le professeur l'avait lui-même traduit en hindi. Il n'a pas été facile pour autant de trouver un éditeur assez audacieux pour accepter de publier le récit d'une inconnue hors norme à tout point de vue. C'est une petite maison d'édition de Calcutta qui a décidé finalement de prendre le risque. Et nouvelle surprise, le livre s'est vendu dès le premier jour par le seul bouche-à-oreille. Il a fallu le réimprimer après deux mois. Les journaux, la télévision se sont

emparés de l'histoire. Et pour que le conte de fée soit complet, voilà que Taslima Nasreen, qui a lu le livre, l'a fait éditer en bengali, la langue originale du manuscrit. Il y aurait même, dit-on, un projet de film et d'adaptation théâtrale.

Baby Halder dit qu'elle ne mérite pas tout ce bruit. « Je ne suis qu'une bonne », répète-t-elle. Tout de même, quelque chose lui fait vraiment plaisir, qu'elle a confié au correspondant de la BBC à New Delhi : « Avant, mes enfants avaient honte de parler de moi, maintenant ils sont fiers de dire que leur mère est un écrivain. »

Post-scriptum

Paru en 2006, le livre de Baby Halder a connu un grand succès dans sa version anglaise. Cette dernière a servi de base à la traduction française par Nathalie Bourgeau, parue en 2007 aux éditions Philippe Picquier, sous le titre Une vie moins ordinaire. Depuis lors, Baby Halder travaille à la suite de son premier roman.

006

Deng Galuak et Rael Atem Les amoureux de l'Apocalypse



Ce jour-là...

États-Unis. Le cours du baril de pétrole à New York passe la barre des 50 dollars.

Grande-Bretagne. Virgin annonce la création de Virgin Galactic qui organisera des voyages dans l'espace dans les cinq années à venir.

France. Un chercheur québécois découvre une pièce inédite d'Alexandre Dumas, dans les archives de la Bibliothèque nationale de France.

Irak. Deux attentats à la voiture piégée à Mossoul et à Falloujah font au moins sept morts au sein des forces de sécurité irakiennes.

Lundi 27 septembre 2004

« L'histoire avait commencé en cauchemar et se termine comme un conte de fée » : c'est ainsi que Leslie Goffe, correspondant de la BBC à New York, résume l'épopée de Deng Galuak et Rael Atem, deux jeunes réfugiés soudanais accueillis aux États-Unis.

Deng et Rael se sont mariés en juillet dernier à Arlington, petite ville du Massachusetts. C'est un vrai mariage pour couronner l'histoire d'amour entre ces jeunes gens qui s'étaient rencontrés dans un camp de réfugiés au Kenya, avaient été séparés et auraient bien pu ne jamais se retrouver.

Avec la tragédie du Darfour, qualifiée de « génocide » par le secrétaire d'État américain Colin Powell, diplomates et médias ont redécouvert le Soudan. Si le Darfour est une tragédie d'aujourd'hui, Deng et Rael sont les survivants de la précédente, tout autant ignorée, celle de la guerre au Sud-

Soudan. Elle a fait quelques centaines de milliers de morts dans les années 1980, quand la lutte contre la rébellion sudiste a tourné en une répression exterminatrice contre les populations à majorité chrétienne du sud par le pouvoir islamiste de Khartoum.

Deng et Rael étaient encore des enfants. Ils avaient alors fui leurs villages incendiés avant d'errer avec des milliers d'autres dans les plus épouvantables des conditions entre Soudan, Éthiopie et Kenya. Une partie de cette histoire, connue sous le nom de « garçons perdus », a commencé à sortir de l'ombre. *Lost Boys of Sudan* est le titre d'un film documentaire réalisé par la cinéaste Megan Mylan, présenté la semaine dernière à Portland, Oregon, et diffusé à la fin de cette semaine par la BBC. Megan Mylan y

raconte l'odyssée de deux jeunes garçons, Peter et Santino, membres de l'ethnie dinka, comme Deng, et comme lui survivants d'un voyage interminable au cours duquel des milliers de ces jeunes garçons ont disparu, victimes des soldats, des bêtes sauvages, de la maladie ou de la faim. Les rescapés comme Deng et les autres ont fini par aboutir dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya. Ils avaient eu de la chance dans leur malheur, ils en ont eu plus encore quand, en 2001, les États-Unis ont décidé d'accueillir trois mille huit cents jeunes *lost boys* sur leur sol.

Pour Rael, la chance prend quasiment des allures de miracle. Car si l'on a un peu parlé des *lost boys*, cela n'a pas été le cas pour les *lost girls*. Les filles ont été beaucoup moins nombreuses à l'arrivée. Tout au long de la route, leur sort avait été bien plus terrible que celui des garçons et il ne s'est guère montré plus clément dans les camps de réfugiés. Entre viols, mariages forcés, récupération pour des travaux domestiques, la plupart d'entre elles ont disparu des statistiques. Seule une petite centaine a pu être admise aux États-Unis, un peu avant les garçons.

Là encore, la vie n'a pas été facile, ni pour les unes ni pour les autres. Les autorités américaines ont permis aux jeunes réfugiés de moins de 18 ans de poursuivre des études secondaires. Faute d'état civil, les âges étaient estimés à vue, et malheur à ceux qui paraissaient plus âgés, obligés de trouver aussitôt un travail. Ainsi Deng a-t-il obtenu un emploi de caissier dans un supermarché.

Pour les filles, aux difficultés générales se sont ajoutées celles des traditions tribales qui, même aux États-Unis, ont continué de sévir. Rael Atem a pu en réchapper, l'histoire ne dit pas comment. D'autres continuent de se battre pour éviter les mariages arrangés par les Anciens qui, même depuis les camps du Kenya, continuent de régler le sort des jeunes gens accueillis dans le Nouveau Monde.

Avant de retrouver l'élue de son cœur, Rael a été réclamée par six autres *lost boys*, dont certains avaient déjà fait valoir qu'ils possédaient vaches et autres animaux au Kenya pour justifier leur prétention à épouser la jeune fille. Deng lui-même a dû prouver aux Anciens qu'il avait déjà assez d'économies pour acheter son troupeau quand il rentrerait au pays. Il faut croire qu'il a su se montrer convaincant. Rael assure qu'il est important de rester fidèle à la tradition et à la tribu, mais que l'argent importe moins que l'amour de Deng. Il y a tout de même dans cette histoire un

parfum de conte de fées. Pas sûr qu'il vaille pour les quelques dizaines d'autres « fillettes perdues » qui continuent de batailler sur leur terre d'accueil pour faire valoir leur dignité et leur indépendance quand, au Soudan, le cauchemar continue.

Post-scriptum

Dans la page des « événements » de l'année 2007, sur le site de l'UMass Boston (l'université du Massachussets à Boston), on lit que Deng Galuak a brillamment terminé son premier cycle d'études supérieures, major de sa promotion en sciences politiques et relations internationales, et qu'il est le premier de sa famille à obtenir un diplôme universitaire. Commentaire du lauréat : « La première chose que m'inspire ce diplôme est que j'ai enfin réussi en Amérique. » La même notice précise que le jeune homme a 26 ans, qu'il est marié et père d'une petite fille de neuf mois. On peut supposer que Rael est la maman, bien qu'elle ne soit pas explicitement mentionnée. On apprend enfin que Deng vient d'accepter un emploi de traducteur dans le Maryland.

Charlene Warren et Darralyn Griffiths

Un procès sur l'île des mutinés aux mœurs mutines

Mercredi 29 septembre 2004

Les deux sœurs Charlene Warren et Darralyn Griffiths sont au cœur d'une affaire singulière et à l'origine d'un procès exceptionnel, dans lequel sept accusés doivent répondre de cinquante-cinq chefs d'accusation mêlant viols, incestes et agressions sexuelles sur des mineurs. Gravissime ? À ce détail près qu'accusés et « victimes » s'accordent pour ne pas comprendre le motif de cette aventure judiciaire.

Tout cela se passe à 14 885 km de Londres, sur l'île de Pitcairn, ultime possession de la Couronne britannique dans l'océan Pacifique. Une poussière dans la géographie, mais un moment célèbre de l'histoire qui remonte à la mutinerie du *Bounty* en 1790.

L'affaire qui nous occupe ici a commencé en 1999, quand Charlene et Darralyn, en voyage à Auckland, en Nouvelle-Zélande, y rencontrèrent l'officier de police Karen Vaughan qui menait alors une enquête discrète sous le nom de code : « Opération Unique ». L'inspectrice de Scotland Yard essayait de vérifier les allégations contenues dans le livre d'une journaliste, Dea Birkett, publié à Londres en 1997 et intitulé *Serpent in Paradise* (« Un serpent au paradis »), selon lesquelles Pitcairn était le théâtre de mœurs « inacceptables ». « Des sœurs se partagent le même mari, des adolescentes ont des relations avec des hommes mûrs, les femmes ont des enfants avec plus d'un partenaire, parfois dès l'âge de 15 ans. » Et bien pire encore. Charlene et Darralyn confirmèrent le tout. Elles racontèrent qu'elles avaient bien fait

007



Ce jour-là...

Monde. 4179 *Toutatis* « frôle » la Terre à 1 600 000 km : jamais un astéroïde aussi gros n'était passé si près de notre planète.

Israël. Deux enfants sont tués à Sdérot par un tir de roquettes Qassam depuis Gaza.

Palestine. Deux adolescents sont tués lors d'un raid israélien de représailles contre un camp de réfugiés à Gaza.

Yémen. Deux militants islamistes sont condamnés à mort pour l'attentat contre le destroyer *USS Cole*, le 12 octobre 2000, dans la rade d'Aden, qui fit dix-sept tués parmi les militaires américains.

l'amour pour la première fois à 12 et 13 ans, et acceptèrent soudain de porter plainte, on ne sait pas bien pourquoi. La policière, elle, avait ce qu'elle voulait.

Cinq années d'enquête plus tard, sept hommes de Pitcairn sont sur le banc des accusés, certains pour des actes qui remontent à quarante ans. Voilà donc le procès qui s'ouvre aujourd'hui, pour lequel la Couronne a déplacé à grands frais magistrats, avocats, conseillers, assistants divers, plus six journalistes, doublant ainsi la population de Pitcairn – sans oublier le mobilier du tribunal, rien de tel n'existant sur l'île. Car la Justice de la Couronne doit passer, quel qu'en soit le prix.

La communauté de Pitcairn trouve le procès injuste et injustifié ; les accusés comme leurs femmes, leurs filles, leurs sœurs et leurs mères et grand-mères. Mardi, à la veille du début de la procédure, les femmes de Pitcairn étaient réunies à Adamstown, le petit village qui sert de capitale, pour clamer l'innocence de leurs hommes. Charlene et Darralyn en étaient et ont averti le procureur qu'elles retiraient leur plainte. Darralyn a confié à la correspondante du quotidien de Sydney, *The Australian*, qu'elle avait en effet couché pour la première fois avec un adulte quand elle avait 13 ans, qu'elle en était fière et s'était alors « sentie comme une vraie dame ». Charlene a ajouté : « Il faut être deux pour danser le tango. » Et dans le même journal, Olive Christian, la femme du maire, qui est l'un des accusés, expliquait que cette précocité faisait partie des traditions de l'île où le sexe était aussi évident que la nourriture servie à table.

Pour les Pitcairnien(ne)s, c'est Dea Birkett, la journaliste anglaise, qui a joué le rôle du serpent dans leur paradis. Soit, le sexe y est assez libre, mais écrire que des enfants « naissent au hasard » est au moins farfelu. La dernière naissance enregistrée à Pitcairn date de septembre 2003 et c'est la première depuis... dix-sept ans. Avec ce dernier bébé, la population s'est accrue d'un peu plus de 2 %, passant de quarante-sept à quarante-huit habitants vivant sur les 5 km² de la seule île habitée au cœur d'un archipel qui compte cinq autres îlots.

La principale activité de Pitcairn est l'émission de timbres-poste prisés par les collectionneurs, ainsi qu'une production de miel dont on dit qu'il est le meilleur du monde. On y travaille dur pour subsister, entre jardinage, élevage et pêche. On ne va pas à la plage, faute de plage. Il n'y a ni aéroport ni port. Les bateaux occasionnels qui importent ce dont l'île peut avoir besoin mouillent

au large et sont déchargés sur des *longboats*, de grandes chaloupes qu'il faut manœuvrer à six ou sept hommes. On aura compris que les accusés représentent une part notable de la force de travail disponible. S'ils sont condamnés à une longue peine, il n'y aura plus moyen d'utiliser les chaloupes et c'est toute la communauté qui sera condamnée à disparaître après deux cent quatorze ans d'une histoire dont il faut aussi dire un mot.

Elle commence en janvier 1790 quand les survivants de la mutinerie du *Bounty* débarquent sur l'îlot désert avec leurs compagnes tahitiennes pour y trouver refuge. L'aventure n'a cessé depuis d'enflammer les imaginations, inspirant récits, romans et films – au moins cinq sur le sujet – qui immortalisent la figure de Fletcher Christian, le chef des mutins, difficile à imaginer aujourd'hui autrement que sous les traits de Marlon Brando. C'est aussi une histoire tragique, où l'on s'entretue beaucoup, au point qu'en 1808, il n'y a plus sur l'île qu'un homme entouré d'une dizaine de femmes et d'enfants. John Adams est par ailleurs l'ultime survivant de la mutinerie. La Grande-Bretagne finit par le gracier et la « capitale » de Pitcairn est même baptisée de son nom. L'île vit en paix depuis, avec un goût des plaisirs qui lui vaut le procès singulier qui vient de s'ouvrir et où certains voient aussi quelque obscur désir de revanche de la vieille puissance impériale. Deux cent quatorze ans après, n'aurait-elle toujours pas digéré la mutinerie du *Bounty* ?

Post-scriptum

*Le 24 octobre 2004, six des accusés du procès Pitcairn ont été reconnus coupables de divers délits et crimes sexuels, et un septième acquitté. Les condamnés, dont le maire Steve Christian, ont fait appel de la sentence. L'acte final s'est joué à Londres en octobre 2006, devant la Haute Cour du Commonwealth, qui a confirmé le jugement, allant d'heures de travaux d'intérêts collectifs pour deux d'entre eux jusqu'à des peines fermes de prison (entre deux et six ans) pour les autres. Le procès a tout changé sur l'île de Pitcairn. Les autorités britanniques y ont dépêché travailleurs sociaux et policiers, une route en dur a été construite, ainsi qu'une maison d'hôtes. On prévoit même une « plateforme aérienne » pour développer l'« avenir touristique » de l'île. Après deux siècles et quelques années, le gouvernement de Sa Majesté a finalement eu raison des mutinés du *Bounty*.*

008

Mukhtar Mai La dure loi non écrite du Punjab



Ce jour-là...

États-Unis. Mort du photographe Richard Avedon.

Espagne. Le gouvernement de José Luis Zapatero présente un projet de loi légalisant le mariage homosexuel et ouvrant le droit à l'adoption par des couples de même sexe.

Irlande. Mary McAleese obtient un deuxième mandat de sept ans à la tête de la République irlandaise, faute d'autre candidat à l'élection.

Pakistan. Vingt personnes sont tuées dans un attentat contre une mosquée chiite à Sialkot, près de la frontière avec le Cachemire indien.

Vendredi 1^{er} octobre 2004

L'histoire s'est passée dans un village pakistanais au sud du Punjab, un village où les propriétaires terriens et les clans féodaux appliquent leurs propres lois, souvent avec la complicité des « autorités ». Au nom de la tradition, l'application de coutumes tribales y sert à perpétuer le pouvoir sur les individus de rang « inférieur ». Femmes ou jeunes filles en sont les victimes particulièrement désignées. Le 22 juin 2002, Mukhtar Mai, également connue sous le nom de Mukhtaran Bibi, une jeune femme de 28 ans, institutrice de son métier, a été humiliée et violée par un groupe d'hommes, au nom de leur loi. Humilier et violer une femme en toute impunité n'est malheureusement pas une exception dans cette région du Punjab, mais ce qui s'est passé ce jour-là dans le village de Meerwala a été pire encore.

Le *panchayat*, conseil tribal, sorte de tribunal autoproclamé composé de dix anciens du village, avait condamné Mukhtaran à être violée collectivement, au motif que son jeune frère aurait attenté à l'honneur d'un groupe influent. À la lecture des informations disponibles, désormais nombreuses sur le sujet, il semble que cette histoire s'inscrive dans le cadre d'un règlement de compte entre deux familles du village : les Mastoi, propriétaires riches et puissants versus les Gujar, des fermiers pauvres.

Mukhtaran appartient aux Gujar. Trois hommes de chez les Mastoi accusaient son petit frère de 12 ans d'avoir eu une liaison avec une femme de leur clan. Quand, plus tard, il y a eu une véritable enquête, il est apparu que cette liaison n'avait jamais existé. Les frères Mastoi avaient en fait enlevé le jeune garçon,

l'avaient battu puis sodomisé, avant de l'enfermer chez eux avec l'une de leurs sœurs et de convoquer la police afin de faire constater la prétendue « liaison ». Ils avaient exigé la réunion du conseil des Anciens pour obtenir de celui-ci les moyens de laver l'affront. Et celui-ci avait ordonné le viol de la sœur aînée du garçon.

Une délégation s'en fut quérir Mukhtaran chez elle. On ne lui expliqua évidemment pas pourquoi. Et quand enfin elle sut, elle supplia les hommes de l'épargner, au nom du Dieu clément et miséricordieux et du saint Coran. Rien ne put attendre les trois hommes qui la déshabillèrent puis la violèrent en public, devant leur propre père. Une fois leur vengeance accomplie, ils chassèrent la jeune femme, sans même lui rendre ses vêtements, et c'est donc nue qu'elle dut traverser le village pour rentrer chez elle.

La suite de ce genre d'affaire, au Punjab ou ailleurs, est généralement courte et sans surprise. La victime est considérée comme définitivement déshonorée et sa famille avec elle. Il ne lui reste d'autre choix que le suicide, à moins que la famille ne se charge elle-même de la tuer. Les cas de ce genre sont nombreux, même si la presse les rapporte rarement. Au moins a-t-elle relaté le cas de cette jeune fille d'un village voisin qui, violée elle aussi par un groupe d'hommes, avait avalé une bouteille de pesticides en rentrant chez elle. Mukhtaran devait naturellement finir ainsi. Sauf qu'elle en a décidé autrement.

Elle a choisi de parler et de se battre. Cela ne s'était jamais vu. Et son courage a été récompensé. Un imam du village a rompu la conspiration du silence en prenant ouvertement le parti de Mukhtaran. Il a exposé les faits dans son prêche accompagnant la prière du vendredi. L'histoire a été rapportée dans un journal local en urdu, et peu après la presse pakistanaise s'en est emparée, suivie par quelques grands médias internationaux dont le *New York Times* et CNN.

Les autorités ont alors été obligées d'agir. Finalement les violeurs et deux des membres du conseil tribal ont été jugés et condamnés à mort. La sentence est aujourd'hui en appel. Le président Pervez Musharraf lui-même a pris fait et cause pour Mukhtaran Bibi, donnée en exemple à toute la nation. Tout ce qui compte dans les hautes sphères pakistanaises s'est mobilisé pour la jeune femme et pour sa cause. On a promis de moderniser le village, de construire une route carrossable pour le relier

au reste du pays, d'y installer l'électricité et même de bâtir deux écoles, une pour les garçons et une pour les filles – toutes les deux porteraient le nom de Mukhtaran Bibi.

Elle-même a reçu une récompense, l'équivalent de 8 000 dollars, qu'elle a investie dans l'équipement des écoles. De plus, pour dissuader les Mastoi de lui nuire, les autorités ont accordé à Mukhtaran une protection policière.

Ainsi s'achevait l'histoire en 2002, quand nous en ignorions tout. Deux années plus tard, le journaliste du *New York Times* qui avait rapporté l'affaire, sans pour autant connaître Mukhtaran, a décidé d'aller la rencontrer à Meerwala. Il a découvert une jeune femme digne de la légende qu'elle est devenue. Elle n'a pas quitté le village et continue de se battre. Il n'y a toujours pas l'électricité, les écoles sont ouvertes, mais le gouvernement a oublié de les financer. Les fonds de Mukhtaran sont presque épuisés et sans autres ressources, les écoles sont menacées de fermeture. Des policiers veillent encore sur la jeune femme.

À l'autre bout du village, les Mastoi attendent impatiemment le moment où la police partira pour enfin aller régler son compte à la jeune femme et à sa famille. Le verdict du procès est toujours en appel.

Post-scriptum

Mukhtaran Bibi est devenue une icône planétaire grâce à son courage et à la détermination de sa résistance. Elle a fait la couverture d'innombrables magazines et a été reçue par les plus grands, à Paris comme à Washington et aux Nations unies. En 2007, le Conseil de l'Europe lui a décerné son prix Nord-Sud. Deux ans auparavant, alors que son récit publié en français sous le titre Déshonorée figurait parmi les meilleures ventes en librairie, le magazine américain Glamour avait fait d'elle sa « femme de l'année ». Ce n'en est pas moins un combat rude à chaque étape. En juin 2005, alors qu'elle s'apprêtait à entamer un voyage à l'invitation d'organisations féminines américaines, les autorités pakistanaises lui ont retiré son passeport, le président Musharraf justifiant la mesure au nom de l'« image du Pakistan » et accusant Mukhtaran de se servir de son viol pour « faire de l'argent ». Il s'est rétracté peu après sous la pression des réactions suscitées par ses propos. Mais la gloire n'est pas une assurance-vie, et au Pakistan moins qu'ailleurs ; les jours de Mukhtar Mai sont plus que jamais en danger.

Rafe Esquith

L'instit' de Hobart, Californie

Mercredi 13 octobre 2004

Le métier de Rafe Esquith se dit en anglo-américain *teacher*, que l'on traduisait en français par instituteur jusqu'en 1992, lorsque nos instits sont officiellement devenus « professeur des écoles », l'instit' étant désormais réservé à une célèbre série télévisée avec Gérard Klein dans le rôle-titre. Mais leur fonction est restée la même.

De part et d'autre de l'Atlantique, elle s'exerce dans les écoles élémentaires. Rafe Esquith enseigne au niveau du *5th grade*, soit notre cours moyen deuxième année, à des enfants de 10 ans. Les États-Unis comptent quatre millions de *teachers* comme Rafe Esquith, sauf que Rafe Esquith n'est pas un prof comme les autres, son école non plus du reste, du moins ce qu'il en a fait.

À la fin de ses études à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) en 1981, Rafe Esquith passa ses trois premières années d'enseignant dans une petite ville très *middle class* de la Californie du Sud. Il avait été affecté dans une école tranquille avec des élèves à l'image du milieu ambiant. Trop facile s'était-il dit alors. Il cherchait la difficulté ? Il l'obtint.

On le nomma à l'école élémentaire de Hobart, l'un des quartiers les plus pauvres de Los Angeles. C'était il y a dix-huit ans. Il y est devenu une « légende ». Le mot est de Peter H. Gibbon, professeur à la faculté d'Éducation de Boston, qui lui a consacré un long article publié le 12 octobre dans le *Washington Post*. Peter H. Gibbon est prudent. Il n'est pas sûr, écrit-il, que les méthodes de Rafe Esquith soient aisément exportables. Beaucoup trouveront sa critique du système éducatif traditionnel trop simpliste, dit-il encore, mais elle mérite d'être entendue.

009



Ce jour-là...

France. Le blocage des centres de carburant par les agriculteurs a payé : le ministre de l'Économie Nicolas Sarkozy annonce une détaxation partielle du fioul agricole. Victoire aussi du lobby viticole qui obtient l'assouplissement de la réglementation de la loi Évin concernant la publicité pour les alcools.

Israël. L'armée israélienne élargit son offensive à Gaza : un militant du Hamas et deux du Fatah sont tués dans des opérations « ciblées ».

Irak. Un peloton de réservistes américains refuse une mission pour cause d'insuffisance d'équipement.

Et quoi qu'il en soit, ses résultats sont impressionnants et l'engagement de l'homme mérite plus que la considération.

Quand il parle de son métier, Rafe Esquith ne concède pas trop à la mode. Il le tient pour une « mission sacrée » et parie sur le goût de tous les enfants pour l'apprentissage et la réussite personnelle. Les traditionalistes s'y reconnaîtraient volontiers. Mais gare à la suite. L'institution scolaire en prend aussitôt pour son grade, avec ses programmes imbéciles, son culte des tests standards qui ne tiennent pas compte des différences entre les élèves, ses administrateurs incompetents, et j'en passe.

Un iconoclaste ? Oui, mais d'un genre singulier qui ne vise rien moins que l'excellence et qui fait de la littérature classique le plus sûr moyen de donner le goût de la langue à des élèves qui, pour la plupart, sinon tous, n'ont pas l'anglais comme langue maternelle et le parlent rarement à la maison. La diversité culturelle ? Il ne l'ignore pas, mais il n'en fait pas non plus un fétiche. Il tient la culture classique pour un trésor universel et il veut en ouvrir l'accès à ses élèves pour tirer tout le monde vers le haut. Au programme : Mark Twain et Shakespeare, John Steinbeck et Arthur Miller, mais il fait aussi lire et commenter les écrits de Malcom X.

Une seule recette pour réussir : le travail et encore le travail. Les journées scolaires selon Rafe Esquith sont de onze heures et l'école fonctionne cinquante semaines par an. Les syndicats enseignants grimacent ? Ça ne l'émeut guère. Sa devise, sa morale, comme on voudra, est qu'« il n'y a pas de raccourcis », « *There are no shortcuts* » en v. o., qui est aussi le titre du livre dans lequel il raconte son expérience et qui n'a malheureusement pas été traduit en français.

Pas de bureau dans la classe de Rafe Esquith. Un instituteur se doit de travailler debout. À l'heure du déjeuner et des récrés, on fait de la musique ; tous les élèves jouent d'un instrument. On sort beaucoup aussi à Hobart. On va au théâtre, au concert, au match de base-ball, et tout est matière à apprendre. Le programme et les fameux tests ne sont pas pour autant oubliés. Rafe Esquith a dit ce qu'il en pensait, mais il pense aussi au destin des jeunes. Là encore, les résultats parlent d'eux-mêmes. Les élèves de Rafe Esquith représentent 5 % à 10 % des meilleurs résultats aux tests standards nationaux, et l'équipe de maths de son école a gagné tous les concours sans exception dans les cinq dernières années.

L'institut' a d'autres réussites à son actif. Comme d'avoir impressionné la très éminente Royal Shakespeare Company, après avoir fait jouer par ses élèves *Le Songe d'une nuit d'été* à Los Angeles. Et du coup, les mêmes ont été invités à se produire au Globe Theatre de Londres. Il faut répéter ici que les « acteurs » ainsi célébrés ont appris l'anglais comme une deuxième langue, qu'ils vivent dans les quartiers les plus miséreux de la ville et que la plupart des familles sont des émigrants d'Amérique centrale ou de Corée.

À la fin de son article du *Washington Post*, Peter H. Gibbon écrit : « Par son exemple, il offre un modèle héroïque et neuf de l'instituteur : missionnaire, entrepreneur, rebelle, critique social, croisé enfin pour les défavorisés et la culture avec un grand C. »

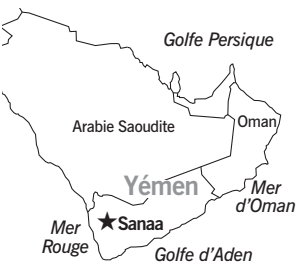
En équivalent français, il faudrait imaginer le message de Jules Ferry et celui de mai 68 réinterprétés par un Célestin Freinet du *xxi^e* siècle. Cocktail improbable, mélange réussi à Hobart avec, il est vrai, un Rafe Esquith pour secouer le tout.

Post-scriptum

« Le seul instituteur honoré à la fois par Oprah Winfrey et le dalaï-lama », pouvait-on lire récemment dans un journal californien à propos de Rafe Esquith. Trois ans après la diffusion de ce portrait, l'instituteur continue d'officier dans la salle 56 de l'école de Hobart à Los Angeles. Chaque année, de nouveaux élèves issus des mêmes quartiers en perdition montent une nouvelle pièce de Shakespeare, jouent du Vivaldi et figurent en tête des concours américains portant sur les programmes scolaires traditionnels. Entre-temps, Rafe Esquith a écrit un nouveau livre : Teach Like Your Hair's on Fire (« Enseignez comme si vos cheveux brûlaient ») publié en 2007 et nous espérons toujours qu'il se trouvera un éditeur pour en proposer une traduction française. Il est vrai qu'au pays de Célestin Freinet, les instituteurs qui sortent des sentiers battus ont rarement la cote. Alors un Américain de surcroît... Les curieux qui voudraient en savoir plus peuvent visiter le site de Rafe Esquith et de sa classe sur l'Internet : www.hobartshakespeareans.org.

010

Amin Mashrigi L'arme des mots contre les maux des armes



Ce jour-là...

Cuba. Double fracture du président Fidel Castro après une chute en public.

Japon. Le typhon Tokage, le plus meurtrier depuis vingt-deux ans, cause la mort de soixante-six personnes au moins au sud du Japon.

Irak. Une cour martiale américaine condamne le sergent Ivan Frederick à huit ans de prison pour les mauvais traitements infligés à plusieurs détenus irakiens dans la prison d'Abou Ghraib. L'attaque contre un bus transportant des travailleurs irakiens à l'aéroport de Bagdad fait quatre morts et onze blessés.

Jeudi 21 octobre 2004

Le monde arabe en général, la péninsule arabique en particulier, a toujours été une terre de poètes conteurs, une tradition qui remonte bien avant l'islam. Amin Mashrigi, yéménite et poète, s'inscrit dans cette longue lignée.

Il est jeune, tout juste la trentaine, il est populaire, il voyage de village en village. Les histoires à son sujet abondent sur l'Internet. Cela pourrait suffire à combler le bonheur de sa vocation, mais il ne s'en tient pas là. Le voilà devenu une sorte de poète en mission quasiment officielle. Le gouvernement de Sanaa lui a en effet confié le soin d'aller visiter les tribus yéménites pour les convaincre de ne plus enlever des étrangers contre rançon, de tempérer leur culte des armes et de ne plus accorder l'asile aux mouvements terroristes. Ce sont certaines des plaies des tribus du Yémen.

Une journaliste du *Los Angeles Times* a suivi Amin Mashrigi dans ses pérégrinations. La poésie contre le terrorisme ? Voilà qui va sembler bien naïf, vu d'Occident, commente la journaliste américaine, mais il lui a fallu se rendre à l'évidence : le pouvoir du verbe existe encore dans ce qui fut l'Arabie heureuse des légendes.

Dans ces régions rurales du Yémen, où les paysans sont souvent analphabètes, les poèmes chantés tiennent lieu de discours politique. La noblesse d'un homme se mesure à la suavité de sa langue et à la puissance d'évocation de ses mots. La poésie accompagne les mariages et les diverses cérémonies. Ici elle invoque, là elle protège, parfois elle condamne. Elle peut

servir à tout, de la recherche des sources d'eau à l'exercice de la vengeance.

Les tribus règlent par des poèmes leurs querelles sur les droits de pâturage, les bornages de terres ou l'honneur des femmes. Quand elles doivent arbitrer leurs conflits, elles exposent les sujets litigieux en odes poétiques chantées. C'est en écoutant ces chants que les cheiks prennent la mesure du sentiment des uns et des autres avant d'ouvrir des négociations qui peuvent durer des jours.

Des chercheurs se sont penchés sur le sujet, tel Steven Catton, anthropologue à Harvard, que cite le *Los Angeles Times*. Il a passé des années sur le terrain pour constituer une anthologie de la poésie yéménite.

En découvrant cette histoire, je ne pouvais que me remémorer les *songlines* des aborigènes d'Australie, ces chants des pistes, auxquels Bruce Chatwin a consacré l'un de ses derniers livres, formidable hommage à la tradition orale des nomades, les derniers vrais hommes libres de ce monde qui ne les accepte plus.

Il y a bien sûr le revers de la médaille. Au Yémen, ces traditions tribales et leurs codes ancestraux coexistent difficilement avec les contraintes de la modernité et les exigences d'un gouvernement qui entend affirmer la prééminence du pouvoir central sur l'ensemble du territoire. Les affrontements violents ne sont pas rares, alimentés par les trafics d'armes sur les frontières, dont la principale sépare le Yémen de l'Arabie Saoudite. Les tribus n'ont plus la possibilité d'assurer leur survie par les moyens traditionnels ; il leur faut donc en trouver d'autres pour se nourrir, s'habiller, s'approvisionner en eau, se soigner. De nouveaux venus en ont tiré profit, les mouvements terroristes notamment.

Entre le désespoir d'une aristocratie déchue et les codes anciens de l'hospitalité, ces régions tribales sont devenues autant de sanctuaires. Selon une statistique approximative mais éloquente, le Yémen compterait trois fois plus d'armes à feu en circulation que d'habitants. Voilà qui donne une idée de la tâche à laquelle le gouvernement yéménite est confronté pour se mettre en conformité avec les lois internationales, mais surtout avec les pressions américaines qui s'exercent sur lui. Il y a bien sûr les moyens militaires, mais les incursions des troupes gouvernementales dans les régions tribales se soldent par des incidents sanglants sans résultat tangible.

Et c'est là qu'intervient Amin Mashrigi. Il a organisé récemment le rassemblement de quelque mille de ces poètes de village pour un vaste concours de chants sur la question du terrorisme. Les cent meilleurs poèmes, parfois improvisés, ont été transcrits et imprimés dans un recueil. L'article du *Los Angeles Times* en cite quelques-uns, que la journaliste a essayé de traduire en anglais, en dépit de la difficulté de rendre l'émotion et la souplesse de l'original en arabe. On y retrouve les thèmes issus de l'actualité. Les poètes de village ne sont pas tendres avec l'intervention américaine en Irak et dans le monde arabe. Ils sont plus durs encore pour les dirigeants arabes qui « construisent leur pouvoir sur les souffrances du peuple, prônent la démocratie pour les riches et, si d'aventure les pauvres tentent d'en être, les traitent de voleurs ».

Mashrigi ne doute pas de sa mission. Il dit qu'il est né poète. Qu'il a composé ses premiers vers à 9 ans, quand il a quitté sa famille déchirée pour aller rejoindre son grand-père. Depuis, il se veut le poète de la conciliation, de la paix, du refus de la violence. Il croit à la force des mots et affirme que les Yéménites feront toujours confiance à un poète.

Post-scriptum

Aucune information disponible depuis la diffusion de ce portrait. Pas de nouvelles, bonnes nouvelles ?

Chris Cranmer

Au nom de la reine et du diable

Lundi 25 octobre 2004

Chris Cranmer est un jeune technicien de marine, sous-officier de la Royal Navy, la marine royale britannique. Il sert présentement à bord de la frégate *HMS Cumberland* qui croise dans l'océan Indien et le Golfe arabo-persique depuis le mois d'avril. Célibataire, natif d'Édimbourg, Chris Cranmer s'est engagé dans la Royal Navy à 20 ans ; il en a aujourd'hui 24, mais ce ne sont pas ses exploits maritimes qui font parler de lui dans les journaux, tel le *Telegraph* de Londres dans son édition du dimanche.

Chris Cranmer est l'adepte d'un culte particulier, ce qui jusque-là ne regardait que lui. Sauf qu'il n'entendait pas vivre sa foi dans le secret, mais voulait la manifester à l'égal de tous les autres croyants présents et représentés sous l'uniforme. Il a donc demandé et obtenu de son commandement la reconnaissance très officielle de son appartenance à l'Église de Satan, devenant ainsi le premier militaire de sa majesté à faire entrer le diable dans les forces armées britanniques. Je ne suis pas très au fait des cultes sataniques, mais après m'être documenté sur ce cas, force est d'admettre que si l'on imagine de sombres cérémonies autour d'animaux sacrifiés et autres rituels sanguinolents, ce bric-à-brac pour romans gothiques n'a guère à voir avec le culte que revendique le jeune Cranmer. L'Église de Satan dont il se réclame est une création relativement moderne. Elle a été fondée en 1966 à San Francisco par Anton Szandor LaVey, aujourd'hui disparu, auteur d'une Bible satanique dans laquelle on trouve les références essentielles des fidèles, regroupées en neuf affirmations, onze règles et neuf péchés.

011



Ce jour-là...

France. Lancement de Pink TV, première chaîne gay. Impasse politique en Polynésie française : l'Assemblée législative n'a pas pu se réunir et le président Gaston Flosse, élu le 22 octobre, n'a pu entrer dans son palais.

Palestine. Quatorze Palestiniens tués à Gaza lors de raids israéliens de représailles.

Irak. L'Agence internationale de l'Énergie atomique révèle que le gouvernement irakien l'a informée de la disparition dans un site militaire de 380 tonnes d'explosifs pouvant servir de détonateurs pour des bombes nucléaires.

L'homme, selon l'Église de Satan, est « un animal parmi tant d'autres, parfois meilleur, souvent pire que ceux qui marchent à quatre pattes ». Grâce à son prétendu « développement intellectuel et spirituel », il est aussi devenu « le plus vicieux de tous les animaux ». Dans cette Bible particulière, Satan prône l'indulgence plutôt que l'abstinence, la vengeance plutôt que le pardon. Il condamne, entre autres, « la stupidité – péché numéro un –, surtout celle qui est entretenue par la société médiatique, la prétention, le conformisme, le culte des vaches sacrées ».

Selon son récit recueilli par le *Telegraph*, Chris Cranmer aurait découvert son propre « satanisme » neuf ans plus tôt, en tombant sur cette fameuse Bible (satanique), découvrant du coup qu'il avait toujours été un sataniste sans le savoir. Dès lors, entré dans la Royal Navy, il a décidé de vivre cette révélation au grand jour.

La procédure a pris un certain temps, remontant la hiérarchie jusqu'au ministère britannique de la Défense qui, après avoir examiné la requête du jeune homme au regard des obligations du service et des règles de sécurité, a jugé que celles-ci étant satisfaites, on ne pouvait la rejeter.

Conformément aux prescriptions de son culte, Chris Cranmer devait faire un exposé de trente minutes devant un parterre comprenant les officiers supérieurs et l'aumônier du bord. Il a fallu un mois pour mettre cette opération au point, à la suite de quoi le capitaine Russell Best, commandant de la frégate royale *HMS Cumberland*, a donné son accord.

Cette reconnaissance d'une confession religieuse hors du commun n'a pas fait l'unanimité. L'amiral sir Sandy Woodward, ancien aide de camp de la reine et autrefois commandant de la Flotte de l'Atlantique Sud lors de la guerre des Malouines, a trouvé cette intrusion du satanisme dans la marine « *terribly undesirable* », en bon français : pas du tout bienvenue. « De mon temps, vous étiez soit membre de l'Église d'Angleterre, soit catholique romain et je n'ai jamais entendu parler des satanistes. Cela me semble parfaitement loufoque. » Mais il faut croire que les temps ont changé depuis la guerre des Malouines.

La reconnaissance officielle du satanisme de Chris Cranmer n'est pas de pure forme. Elle l'autorise comme tout autre croyant à se livrer à ses propres rituels à bord. Elle lui permet également, s'il devait être tué au combat, de bénéficier d'un

service funèbre de l'Église de Satan. Cela pourrait se révéler difficile, puisque Chris Cranmer est à ce jour le seul sataniste déclaré dans la Royal Navy. Au moins, son statut lui épargnerait-il un enterrement chrétien contraire à sa volonté.

Selon le capitaine de la frégate, Chris Cranmer est un bon soldat et son travail à bord a toujours donné pleine satisfaction. Le capitaine a tenu à souligner que personne n'avait jamais entrevu quoi que ce soit de « sombre chez ce garçon ». L'Église de Satan récuse de fait l'étiquette de « Prince des ténèbres ». Elle dit que Satan est le meilleur ami des Églises établies, puisqu'il a largement participé à les maintenir en activité, ce qui ne manque pas de bon sens.

On pourrait voir dans cette histoire les preuves d'une grande ouverture d'esprit doublée d'un sens de l'humour certain, qualités rarement attachées à la tradition militaire et qui font d'autant plus honneur à la Royal Navy de sa Majesté britannique.

Post-scriptum

Deux mois après la diffusion de ce portrait, un article paru dans l'Independent on Sunday précisait que tout se passait au mieux sur la frégate HMS Cumberland, Chris Cranmer servant fidèlement son pays aux heures dues et Satan le reste du temps. L'article disait aussi que le jeune mécanicien entendait se protéger des médias. Son vœu a été entendu il faut croire, puisqu'aucune autre information à son sujet n'a été publiée depuis. Ce n'est pas forcément inquiétant. Si Chris Cranmer avait eu le malheur d'être tué en service, on rappelle qu'il a obtenu le droit à un service funéraire satanique, et que l'événement ne serait certainement pas passé inaperçu.

012

Ebu Gogo, le Hobbit Et si nous n'étions pas le Seul, l'Unique ?



Ce jour-là...

Italie. Signature à Rome du Traité constitutionnel par les vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne.

France. Décès de l'écrivain et journaliste Jean-Jacques Brochier, rédacteur en chef du *Magazine littéraire*.

Cambodge. Norodom Sihamoni est couronné roi du Cambodge.

États-Unis. Oussama ben Laden s'adresse aux Américains dans une vidéo diffusée par Al-Jazeera : il ne s'était plus exprimé sous cette forme depuis le 3 novembre 2001.

Vendredi 29 octobre 2004

Ebu Gogo n'existe pas, le Hobbit non plus, du moins dans une conception étroitement positiviste de l'existence. Le premier appartient aux vieilles légendes qu'on se raconte dans quelques îles de l'archipel indonésien et notamment à Flores. Le second est le célèbre personnage du roman de J. R. R. Tolkien, *Bilbo le Hobbit*. Mais ne serait-ce pas le privilège des créatures imaginaires que de pouvoir se donner des rendez-vous improbables et de se retrouver ? Il faut bien sûr une occasion ; c'est exactement l'histoire qui nous occupe ici.

Et quelle histoire quand il s'agit de la nôtre et que ce « nous » désigne l'espèce humaine dans sa dimension la plus universelle ; le « nous » du « qui sommes-nous ? » et du « d'où venons-nous ? » (le troisième volet de la trilogie, « où allons-nous ? », appartient à une autre discipline et ne sera pas traité ici). Certes, vous pourriez penser que cette vaste interrogation qui hante

l'humanité depuis un temps certain n'a pas vraiment sa place dans une chronique sur l'actualité. Et bien justement, elle est dans l'actualité, celle d'une découverte aussi bouleversante qu'inattendue et qui pourrait tout remettre en question.

La découverte donc – dont le détail est exposé dans la très sérieuse et très scientifique revue *Nature* parue le 28 octobre – du représentant d'une branche inconnue de l'espèce humaine, ni plus ni moins, mise au jour par deux professeurs australiens, Mike Morwood et Peter Brown. Son nom ? *Homo floresiensis*, ou homme de Flores, du nom de l'île située dans la mer de Flores, au sud du Sulawesi. « Homme » de Flores est une façon de parler, car en l'espèce, il s'agit d'une femme.

C'est en septembre 2003 que les chercheurs ont découvert dans une grotte calcaire de Liang Bua les principaux éléments d'un squelette – os, crâne, dents, mâchoire. Le tout était en assez bon état pour permettre de reconstituer un hominidé. Il était assurément de petite taille – 1 m environ, et c'est pourquoi les chercheurs l'ont gentiment surnommé « Hobbit » –, et doté d'un cerveau de quelque 380 cm³ (moins du tiers de notre moyenne). Les trouvailles alentour – des dents notamment appartenant à d'autres individus, des ossements d'animaux, des outils taillés dans le silex et les pierres volcaniques – ont permis de reconstituer un peu de son histoire.

Beaucoup d'inconnues demeurent, mais grâce aux chercheurs australiens et indonésiens qui travaillent sur le sujet depuis treize mois, on a quelques idées plus précises. *Homo floresiensis* vivait en communauté, chassait, taillait, cuisinait et marchait droit sur ses jambes. Quant à la dame de Flores, on sait aussi son âge, à peu près 18 000 ans. L'espèce à laquelle elle appartenait aurait habité l'île il y a quelque cent mille ans, mais certains restes retrouvés remontent à douze mille ans – des quasi contemporains de notre humanité moderne. Mais d'où est venu cet *Homo floresiensis* ? Si l'on suit les savants, l'homme de Flores serait un descendant d'*Homo erectus* dont on sait qu'il a migré de l'Afrique vers l'Asie il y a environ deux millions d'années, mais qu'il avait déjà disparu à la naissance de notre ancêtre *Homo sapiens* il y cent soixante mille ans. D'où plusieurs mystères. Comment *Homo floresiensis* a-t-il pu atteindre une île perdue en pleine mer ? Comment a-t-il évolué pour atteindre de telles caractéristiques physiques, si différentes de celles d'*Homo erectus* ? Et pour suivre, la question la plus troublante : doit-on supposer que dans les cavernes de Flores, ces hominiens ont coexisté avec les ancêtres des insulaires d'aujourd'hui ?

Grâce aux ossements animaux retrouvés, on apprend encore qu'*Homo floresiensis* vivait au milieu d'une ménagerie fantastique, chassant pour se nourrir le komodo et le stegodon, soit un lézard de la taille d'un dragon et un éléphant à peine plus grand qu'un poney. On y trouvait aussi des tortues géantes et des rats gros comme des chiens.

Le volume de la boîte crânienne a aussi beaucoup intrigué les chercheurs. Avec un cerveau de la taille d'un pamplemousse, soit celui d'un chimpanzé, peut-on réellement parler d'hominiens ? Pourtant, force est de constater que cette petite

tête ne manquait pas d'idées, les outils retrouvés en témoignent. Faut-il supposer que la tête s'est réduite avec le reste du corps dans un processus d'évolution dû aux conditions de vie sur l'île et à l'extrême rareté des ressources ?

Auraient-ils même été dotés d'une sorte de langage pour communiquer entre eux ? Les légendes locales des insulaires rapportées par les Hollandais qui débarquèrent dans l'archipel au XVII^e siècle racontent avec force détails l'histoire d'êtres de petites tailles, qui vivaient à Flores et dans les îles avoisinantes, et qui se parlaient les uns les autres en murmurant une sorte de langue. Ceux-là qu'on appelait justement Ebu Gogo...

L'existence d'*Homo floresiensis*, si elle est attestée, bouleversera notre conception de l'évolution humaine. Mais il existe des hypothèses plus audacieuses encore. Le docteur Henry Gee, l'un des rédacteurs en chef de *Nature*, ne veut pas exclure qu'*Homo floresiensis* ait pu survivre au présent dans quelque forêt inexplorée de l'archipel indonésien. Ebu Gogo, mais on peut aussi l'appeler Hobbit, serait-il encore parmi nous ? Il n'y aurait donc pas un Homme unique au monde ? Ce serait une bonne nouvelle, non ?

Post-scriptum

La découverte de l'homme de Flores a nourri un feuilleton scientifique qui ne cesse de rebondir. En 2005, des scientifiques d'Australie, d'Indonésie et d'Allemagne ont réfuté la conclusion du professeur Peter Brown, pour affirmer que l'homme de Flores était plutôt une sorte de pygmée microcéphale. Le professeur indonésien Teuku Jakob a, pour sa part, soutenu que celle qu'on avait prise pour une femme de 30 ans était un homme de 25 ans, d'une sous-espèce d'Homo sapiens, probablement atteint d'une maladie génétique. Mais la reconstitution du crâne sur ordinateur a conduit des savants de Floride à revenir à la théorie de la nouvelle espèce. Les deux thèses contradictoires ont été de nouveaux exposées en juin puis en septembre 2007 : la dernière en date, rapportée par Matthew W. Tocheri, du Musée national Smithsonian de Washington, concluait, en s'appuyant sur l'examen des os du poignet, à la similitude avec des pré-hominien d'Afrique, donc sans aucun rapport avec un Homo sapiens malade. La polémique ne devrait pas s'éteindre de sitôt. Ebu Gogo et le Hobbit ont encore de beaux jours devant eux.

José Mujica

Du fond du puits au Capitole

Mardi 2 novembre 2004

La victoire en Uruguay de Tabaré Vázquez et de sa coalition de gauche réunie au sein du Front élargi de la Rencontre progressiste n'était pas une surprise. Annoncée par les sondages, elle a seulement été confirmée par le suffrage universel. Reste que le candidat, largement en tête au premier tour en 1999 et finalement battu au second, l'a tout de même emporté cette fois avec la majorité absolue dès le premier tour. Mais l'autre vainqueur de cette élection peut revendiquer un succès carrément triomphal.

José Mujica, l'ancien chef du mouvement de guérilla urbaine des Tupamaros, et désormais sénateur, a obtenu dimanche plus de voix que tous les autres candidats au Sénat. Près d'un électeur uruguayen sur cinq a voté pour son Mouvement de la Participation populaire aux élections législatives, et l'appui de Mujica et de ses partisans a probablement été décisif dans la victoire finale du docteur Vázquez. Le phénomène Mujica est tenu pour le fait politique majeur en Uruguay de ces dix dernières années.

Sacré destin quand on se souvient qu'il y a un peu plus de trente ans, José Mujica fut enseveli vivant dans un puits où il devait demeurer sept ans, à l'isolement complet, avec pour seuls compagnons des fourmis et des grenouilles qu'il nourrissait de miettes, comme le rappelle la correspondante de l'agence Reuters à Montevideo. Des centaines de militants étaient alors détenus et torturés, dont neuf autres dirigeants Tupamaros, isolés comme Mujica dans des puits ; ils représentaient autant d'otages que la dictature militaire menaçait

013



Ce jour-là...

États-Unis. George W. Bush est réélu avec 51 % des suffrages populaires.

Pays-Bas. Assassinat à Amsterdam du cinéaste Theo van Gogh ; il avait reçu des menaces de mort de la part de groupes islamistes hollandais.

Grande-Bretagne. Le Parlement britannique rejette à une majorité écrasante un projet de loi visant à interdire aux parents d'user de la fessée pour punir leurs enfants.

Irak. Huit personnes sont tuées à Bagdad dans l'explosion d'une voiture piégée près du ministère de l'Éducation.

d'exécuter à la minute où la guérilla attaquerait de nouveau. Avant son démantèlement en 1973, la guérilla avait à son actif le meurtre de nombreux militaires et policiers, ainsi que d'un agent américain de la CIA ; à ce sujet, voyez ou revoyez le film de Costa-Gavras, *État de siège*. Aujourd'hui, José Mujica assure qu'il ne veut pas, ou plus, traduire ses tortionnaires en justice. Une loi d'amnistie adoptée par référendum interdit d'ailleurs de poursuivre les anciens militaires au pouvoir au temps de la dictature.

José Mujica, fermier, cultivateur de fleurs dans le civil, a conduit « une campagne populaire axée sur la simplicité et le franc-parler », disent les journaux du pays. « Son honnêteté et son style pragmatique sont une vraie rareté en politique », souligne un spécialiste uruguayen en sciences politiques. Ainsi souffle le vent du changement, sur le pays et sur les hommes.

Le succès de Tabaré Vázquez, comme le triomphe de José Mujica, participe indiscutablement d'une victoire de la démocratie. Cela qui devrait aller sans dire va tout de même mieux en le disant dans une région du monde où pour n'être désormais plus l'exception, la démocratie n'en est pas moins une conquête ou une reconquête récente. Une région dans laquelle les États-Unis, qui veulent en donner l'exemple et entendent la promouvoir dans le reste du monde, n'ont pas précisément toujours été exemplaires.

On peut croire que le temps est désormais passé où la CIA pouvait renverser à son gré des gouvernements démocratiquement élus quand elle ne participait pas à l'entraînement des « commandos de la mort » chargés de traquer et d'anéantir tout ce qui, de près ou de loin, pouvait incarner le « péril communiste ». L'Uruguay des années 1970 et 1980 en fut l'un des théâtres.

Du passé aussi, la toute-puissance sans contrepartie des politiques financières inspirées par l'école ultra-libérale d'un Milton Friedman, dont la crise économique de l'Uruguay au tournant de ce nouveau siècle a été une autre résultante catastrophique. Signe d'importance, dimanche, les électeurs uruguayens ont repoussé avec quasiment la majorité des deux tiers un projet de privatisation de la distribution de l'eau.

Le messianisme révolutionnaire et le culte de la violence accoucheuse de l'histoire qui en furent les pendants ont eux aussi fait la preuve de leur échec. Tant mieux, dira-t-on, si,

finalement, ce sont des démocraties apaisées qui s'affirment. Le Chili, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela sont désormais dirigés par des coalitions de gauche ou de centre-gauche portées par le suffrage universel et dans la plupart des cas confirmées par des élections intermédiaires. L'Uruguay complète le tableau d'un cône sud désormais homogène.

José Mujica, plus encore qu'un exemple, est devenu une sorte de symbole vivant du chemin parcouru. Assurément, il a changé, il le dit, comme il dit que le monde a changé. Ses électeurs en ont pris la mesure. Comme si, pour en finir avec la dichotomie meurtrière de l'axe du bien en guerre contre l'axe du mal, il y avait tout simplement une place qui s'imposait pour les forces du mieux.

Post-scriptum

Le 1^{er} mars 2005, José Mujica a dirigé la cérémonie d'investiture du nouveau président de l'Uruguay Tabaré Vázquez, vingt ans exactement après le rétablissement de la démocratie dans ce pays. Élu président du Sénat dans un premier temps, José Mujica a été nommé peu après ministre de l'Agriculture. En 2006, il a épousé Lucia Topolansky, sa compagne de guérilla, elle-même sénatrice de l'Uruguay.

014

Lupe Valdez La shérif de Dallas



Ce jour-là...

Pays-Bas. Mohammed Bouyeri, un Hollandais musulman d'origine marocaine, est inculpé pour le meurtre du cinéaste Theo van Gogh.

Irak. Après plusieurs semaines de bombardements sur Falloujah, l'armée américaine boucle toutes les entrées et largue des tracts demandant à la population civile d'évacuer la ville. Pour Kofi Annan, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, l'investissement militaire de Falloujah pourrait entraîner un boycott des élections irakiennes de janvier 2005 par la communauté sunnite.

Vendredi 5 novembre 2004

L'actualité des élections américaines est close. Victoire incontestable cette fois de George W. Bush et défaite sans appel de John Kerry pour le scrutin présidentiel, mobilisation sans précédent, du moins dans l'histoire proche, des chrétiens fondamentalistes : le cru électoral 2004 a confirmé les tendances lourdes de l'après 11 septembre 2001.

Le choix majoritaire est à la fois « patriotique » et conservateur. Une grande part des électeurs soutient sans réserve la guerre antiterroriste, à l'intérieur comme à l'extérieur, et sur ces deux plans, on aurait bien du mal à deviner où pouvait bien se nicher la « différence » de John Kerry. Du coup, on se dit que les électeurs ont eu raison de lui préférer George Bush : il pense ce qu'il dit et il fait comme il dit. Tôt ou tard, les Américains auront à prendre la mesure des retombées amères de la guerre en Irak ; ce temps n'est visiblement pas encore venu.

Mais avant de tourner la page, on peut encore scruter quelques épisodes hors norme. L'élection de Lupe Valdez par exemple. Une élection très locale certes, mais de taille, puisqu'il s'agissait d'élire le shérif du Dallas County, le « comté » de la ville texane du même nom et de son univers impitoyable. Voilà à quoi Lupe Valdez était candidate, avec quelques mérites à faire valoir, mais aussi de sérieux handicaps à surmonter si l'on considère le profil du poste.

Imaginez donc une candidate, d'origine latino comme son nom l'indique, démocrate affirmée et, *last but not least*, homosexuelle affichée et fière de l'être. Lupe Valdez était plus que cela, mais au moins cela. En face, Danny Chandler, un homme

donc, républicain viril et déjà dans la place. Pendant vingt-neuf ans, Chandler avait été l'adjoint du shérif Jim Bowles, le sortant, éliminé il est vrai dès les élections primaires, suite aux poursuites judiciaires engagées contre lui pour affairisme suspect avec un fournisseur des prisons de l'État.

Avant d'engager les paris, il fallait savoir que depuis vingt-neuf ans, Dallas n'avait pas changé de shérif et qu'aucun démocrate n'avait occupé ce poste depuis les années 1970. Il n'y avait jamais eu de shérif hispanique dans l'histoire de Dallas, ni de femme non plus. Lesbienne ? Inutile d'en rajouter.

C'est pourtant Lupe Valdez qui l'a emporté. La campagne a été rude et la victoire courte, mais incontestée. Une victoire à la mesure d'une histoire peu ordinaire.

Lupe Valdez, qui a aujourd'hui 57 ans, est née dans une famille d'émigrants à San Antonio, près de la frontière mexicaine. Elle était la plus jeune de huit enfants. Son enfance, Lupe l'a passée avec ses parents et ses frères et sœurs à travailler de ferme en ferme, jusqu'au lointain Michigan. L'école, c'était au gré des déplacements, jusqu'à ce que Mme Valdez mère décide qu'il fallait s'installer à San Antonio pour que Lupe bénéficie d'une scolarité normale. Il faut dire qu'elle était plutôt bonne élève et rêvait d'aller un jour à l'université. La famille était divisée sur le sujet, le père disait : « L'université, ce n'est pas pour des gens comme nous » ; la mère pensait le contraire, et c'est elle qui a gagné.

La jeune fille a travaillé dur pour payer ses études, et six ans plus tard, elle avait ses diplômes. On était en 1972. Il fallait choisir un métier. À la surprise générale, Lupe a opté pour la police. Le père n'était à nouveau pas d'accord. Il avait ses raisons ; il avait été molesté plusieurs fois par des policiers qui le tenaient – à tort – pour un immigré clandestin.

C'est justement pour « venger » les humiliations essuyées par son père que Lupe a gagné ses galons dans les institutions fédérales. Elle a pendant un temps enquêté sur les histoires de fraudes et de corruption. Puis, agent des douanes, elle s'est lancée dans la lutte contre les trafiquants de drogue. La guerre à la pornographie juvénile et le combat contre le terrorisme sont d'autres éléments de son CV.

Le *Houston Chronicle* et le *Dallas Morning News*, deux des principaux quotidiens du Texas, ont publié des articles plus qu'élogieux sur Lupe Valdez, vantant ses succès et sa compé-

tence, soulignant par nombre d'anecdotes sa disponibilité et sa générosité. À l'heure d'indiquer ses préférences pour le scrutin du 2 novembre, le *Dallas Morning News* a publiquement soutenu la candidature de Lupe Valdez au poste de shérif face à un candidat républicain, dans un comté républicain... sans oublier que le Texas est l'État dont George W. Bush était le gouverneur avant de gagner la Maison Blanche. Certes Lupe Valdez a aussi de la religion. Elle est membre actif d'une église locale de Dallas, à vocation mondiale, qui entend accueillir les homosexuels des deux sexes.

Voilà donc ce qui a fini par convaincre une majorité des électeurs. Soit, il ne faut pas abuser des clichés, mais tout de même, à Dallas, Texas, ça ne semblait pas donné.

Post-scriptum

Le 3 décembre 2007, Lupe Valdez a annoncé publiquement sa candidature aux élections de 2008 pour un deuxième mandat afin, a-t-elle déclaré, de poursuivre « la transformation du bureau du shérif et de la prison du comté de Dallas ». Le changement de l'établissement pénitentiaire de Dallas, tant au service des détenus que du personnel, a été l'une des grandes affaires mais aussi l'une des réussites de la mandature de cette shérif hors norme. Hygiène, santé, procédures budgétaires, les améliorations semblent spectaculaires et comme Lupe Valdez n'a pas épargné ses efforts dans les autres domaines de sa compétence, il ne sera pas facile de lui trouver un opposant crédible. Plusieurs candidats républicains étaient en lice à la fin décembre, dont un ancien chef de la police d'Irving, Lowell Cannaday, soutenu par la puissante Association de la Police de Dallas. La compétition s'annonce rude pour ravir son étoile à Lupe Valdez. Lors du scrutin général de novembre 2008, elle sera scrutée bien au-delà des frontières de son comté.

Shanti Shresta Condamnée pour un « crime » qui n'existe plus

Mercredi 10 novembre 2004

Shanti Shresta est libre et dit qu'elle remercie Dieu chaque jour, tant cette liberté toute neuve lui semble un don du ciel. Il y a six mois encore, cette jeune Népalaise crouissait au fond d'une cellule de la prison centrale de Katmandou. Il lui restait encore à accomplir les trois quarts des vingt années auxquelles elle avait été condamnée pour crime d'infanticide, autrement dit pour avoir avorté. Quatre ans auparavant, Shanti Shresta avait été jugée sur la base du code pénal en vigueur, selon lequel l'avortement est considéré comme un crime passible de la prison à perpétuité.

Tout a commencé pour Shanti quand elle est tombée enceinte pour la quatrième fois. Elle était déjà mère de trois enfants – deux filles adolescentes et un petit garçon de 5 ans –, mais cette quatrième grossesse se passait mal. Elle était nauséuse et prit un jour de l'aspirine pour soigner une migraine terrible : « J'ai senti que j'allais faire une fausse couche, raconta-t-elle plus tard, je n'arrêtais pas de saigner et j'ai vite su que j'allais perdre mon bébé. » Et c'est ce qui s'est passé.

Ses enfants étaient à l'école, son mari au travail, Shanti alla alors demander de l'aide à sa propriétaire, qui la conduisit à l'hôpital puis prévint la police de la mort du bébé comme la loi l'y obligeait.

Quand Shanti se réveilla sur son lit d'hôpital, quatre policiers l'encadraient, qui n'allaient plus la quitter. Ils attendirent qu'elle soit en état de marcher puis l'emmenèrent à la prison.

015



Ce jour-là...

Europe. Record historique : la barre symbolique de l'euro à 1,30 dollar est franchie.

France. Le gouvernement français annonce la privatisation partielle du groupe nucléaire Areva.

États-Unis. Le président Bush nomme Alberto R. Gonzales pour remplacer John Ashcroft au poste d'*attorney general* (ministre de la Justice).

Irak. Trois proches du Premier ministre Iyad Allawi sont kidnappés. Les ravisseurs menacent de tuer les otages si le siège de Falloujah n'est pas levé.

Suspectée d'avoir provoqué son avortement, elle fut enfermée, avec une soixantaine d'autres femmes, dans une même cellule du centre de détention de la banlieue de Katmandou. Elle avait demandé et obtenu de garder son petit garçon avec elle pour permettre à son mari de continuer à conduire son taxi. Les filles étaient assez grandes pour s'occuper de la maison.

Six mois plus tard, ce fut le procès. Le mari avait réuni les 1 500 roupies népalaises (un peu moins de 20 euros) nécessaires pour payer l'avocat. Mais l'accusation était lourde, la procédure compliquée, Shanti à bout de forces. Elle signa ce qu'on lui présenta sans comprendre qu'il s'agissait d'aveux. Il faut préciser que Shanti ne sait pas lire. Le verdict tomba : vingt ans de prison.

Shanti Shresta ne fut pas en mesure de garder son petit garçon longtemps, faute de pouvoir le nourrir. Car enfant ou pas, la ration du prisonnier est la même : un bol de riz par jour. Le reste, il faut l'acheter et Shresta n'avait pas d'argent. Finalement, le petit fut placé dans une famille.

Durant les années 1990, une centaine de femmes était emprisonnée au Népal pour le « crime » d'avortement, soit un cinquième de la population pénale féminine. La plus jeune détenue, Min Min Lama, avait 16 ans. Elle avait été violée à 14 ans par le frère de sa belle-sœur. Cette dernière l'avait aidée à avorter avant de la dénoncer à la police. La jeune fille avait été condamnée à douze ans de prison. Un documentaire de la BBC sur son histoire lui a permis d'obtenir une libération anticipée. Les autres n'ont pas eu cette chance.

Mais il y a pire encore. La criminalisation de l'avortement a mis le Népal au quatrième rang mondial pour la mortalité des mères, plus de 5%. Parmi les survivantes, on compte par milliers les cas de séquelles graves, malformations irréversibles, cancers de l'utérus ou des ovaires.

En septembre 2002, après des années de combat d'organisations féminines et de défense des droits de l'homme, le Népal légalisait enfin l'avortement. Selon la nouvelle loi, les femmes avaient le droit d'interrompre leur grossesse dans les douze premières semaines, dix-huit semaines si elles avaient été victimes de viol ou d'inceste, sans limite de temps si la santé de la mère était en jeu.

C'était la bonne nouvelle que tout le monde attendait. Shanti et la soixantaine de femmes encore emprisonnées pour

le même « crime » crurent alors que leur cauchemar prenait fin. Elles avaient tort. La loi n'avait pas prévu d'application rétroactive pour les femmes déjà condamnées.

Elles furent quand même libérées au compte-gouttes, au fil des mois. Quand ce fut le tour de Shanti Shresta, douze femmes croupissaient toujours en prison.

La vraie bonne nouvelle est enfin arrivée, lundi dernier 8 novembre : le roi Gyanendra a décidé de gracier les douze dernières détenues pour un « crime » qui n'en était plus un depuis plus de deux ans.

À sa sortie de prison, Shanti a bénéficié d'une formation qui lui a permis d'apprendre à lire, plus un peu de couture et de comptabilité. Elle a réussi à monter un petit commerce : elle vend des gâteaux qu'elle cuisine elle-même dans une petite boutique de la banlieue de Katmandou.

L'avortement est désormais légalisé au Népal, mais la proscription sociale qui s'y attache reste vivace. La famille Shresta a dû déménager. Il y a seulement deux mois que Shanti a pu rejoindre son mari et ses deux filles, et elle cherche toujours à récupérer son petit garçon qu'elle n'a plus revu depuis quatre ans.

Post-scriptum

On ne sait rien de ce qui est arrivé à Shanti Shresta depuis sa libération. En décembre 2007, l'avortement restait interdit ou limité aux cas extrêmes (lorsque la santé la mère était en danger) dans une cinquantaine de pays. S'agissant de l'Union européenne, l'avortement est totalement interdit à Malte ; l'Irlande et la Pologne continuent d'imposer des limites rigoureuses au libre choix des femmes. Aux États-Unis, plusieurs des candidats républicains à la présidence de 2008 font campagne pour changer la loi et durcir considérablement les conditions d'accès à l'interruption volontaire de grossesse, dont le courant évangéliste américain souhaiterait l'interdiction totale. Ce qui vient d'être fait au Nicaragua. Qu'ajouter à ce consternant constat ?

016

Susy Sica Les prostituées du Guatemala ont trouvé un but



Ce jour-là...

Palestine. Yasser Arafat meurt à l'hôpital de Clamart, en France, où il avait été admis le 29 octobre. Mahmoud Abbas lui succède à la tête de l'OLP. Le ministre israélien de la Justice, Tommy Lapid, déclare : « C'est une bonne chose que le monde soit débarrassé de lui. Le soleil brille sur le Proche-Orient. »

Lituanie. Le pays est le premier de l'Union européenne à approuver le traité constitutionnel.

Irak. Un bilan de source militaire officielle américaine fait état de plus de cinq cents morts du côté de l'opposition irakienne armée à Falloujah.

Jeudi 11 novembre 2004

Susy Sica est guatémaltèque, amérindienne maya pour être plus précis. Elle a 41 ans et est la mère célibataire de sept enfants. Elle n'est jamais allée à l'école, ne sait ni lire ni écrire. Pour survivre et pour nourrir ses enfants, elle vend son corps. Susy Sica est l'une des dix-sept mille prostituées que compte le Guatemala, ce qui constitue une sorte de record : une prostituée pour cent cinquante hommes de plus de 15 ans. Mais ce n'est pas le sujet du jour. Susy Sica s'est trouvé une nouvelle passion, une passion sportive qui a changé sa vie et celle de quelques-unes de ses camarades de misère. Avec d'autres prostituées de Ciudad Guatemala, Susy a décidé de former une équipe de football.

Tout a commencé avec un documentaire consacré à la vie et au travail des prostituées dans le quartier de la gare de la capitale. Elles sont cent cinquante filles à cher-

cher le client de part et d'autre des voies de chemin de fer et dans les ruelles avoisinantes. En confiance, elles ont demandé au réalisateur du film de les aider à lancer une campagne pour obtenir quelques droits élémentaires, à commencer, pour beaucoup d'entre elles, par celui de garder leurs enfants. Les autorités leur déniaient ce droit, arguant du fait qu'elles se prostituent et que c'est un mauvais exemple pour leur progéniture. À quoi elles répondent que c'est justement pour pouvoir élever leurs enfants qu'elles font le trottoir. Le cinéaste leur a donc conseillé de trouver une idée plus originale que d'aller manifester devant le palais présidentiel pour attirer l'attention. Et pourquoi pas le foot ?

C'est ainsi qu'est née la première équipe, qui a été baptisée Stars of Tracks, les Étoiles du Rail. Susy Sica a appris à jouer avec le ballon rond pour devenir pivot de la défense centrale. Quelques associations charitables ont aidé pour les ballons et les maillots, et aussi pour l'organisation des premiers matches. Mais les débuts ont été difficiles. Dans un pays particulièrement machiste et plus encore quand il s'agit de football, les femmes ont quelque peine à exister sur les terrains. Dans le cas des Étoiles du rail, on imagine le double handicap.

Pour leurs débuts, Susy et ses stars devaient rencontrer l'équipe féminine d'un collège parmi les plus huppés de la ville, qui n'avait pas été prévenue de la profession de ses adversaires. La vérité ne tarda pas à se faire jour. Après une dizaine de minutes de jeu, les familles des jeunes filles du collège exigèrent l'arrêt immédiat de la partie. Non seulement on faisait jouer leur progéniture contre des putains, mais en plus ces dernières juraient, plutôt crûment, paraît-il, sur le terrain.

D'un mal peut parfois naître un bien. L'incident fit parler toute la ville, journaux, radios et télévisions s'en mêlèrent, et rapidement, les Étoiles du Rail croulèrent sous les invitations à jouer. Elles n'étaient pas tout à fait à la hauteur de certaines rencontres et Susy se souvient du jour où elles encaissèrent dix-huit buts. Elles ont, en revanche, réussi à gagner l'estime du public. Il n'y a pas si longtemps, les Étoiles ont perdu très honorablement contre une équipe de policières, résultat final 3-1. Et, du coup, la police les a considérées autrement.

D'autres équipes sont nées depuis, dans d'autres villes. Ainsi les filles d'une maison close de Florès, une petite ville au nord du pays, près de la frontière mexicaine, ont-elles créé Tigers of Desire, les Tigresses du Désir. Elles organisent des tournois, se déplacent dans tout le pays et vont même jusqu'au Salvador.

Pour toutes, la vie n'est plus tout à fait la même.

Certes, Susy et ses camarades continuent de se vendre dans les baraques du long des rails, à 2,50 dollars la passe, ce qui, si l'on en croit les journaux qui racontent l'histoire, leur assure deux à trois fois le salaire d'une institutrice – évidemment sans les vacances, la sécurité sociale, ni la retraite.

Mais Susy a d'autres ambitions. Elle a commencé à apprendre à lire. Sa copine Vilma Martinez, capitaine et marqueuse de but des Étoiles, aimerait se former à l'informatique. Toutes veulent s'en sortir et le football est en train de les y aider.

Il aide aussi à la prise de conscience. Suzy, Vilma et les autres veulent faire bouger l'opinion du pays sur le sort des femmes. Les meurtres dont elles sont les victimes sont l'une des plaies du Guatemala : mille trois cents femmes ont été assassinées depuis 2001 d'après le correspondant local de la BBC.

Le pays se remet mal et lentement de ses dizaines d'années de guerre civile. La violence n'a pas cessé. Elle n'est plus forcément politique, mais vient des jeunes miséreux, des *maras*, qui rançonnent et tuent, sans parler des violences domestiques, machistes. Voilà aussi ce que combattent, ballon aux pieds, Étoiles et Tigresses. Ça ne va pas sans mal : tout récemment, à l'issue d'un match qui opposait Étoiles du Rail et Tigresses du Désir, le commentateur a suggéré aux spectateurs – mâles – d'aller fêter la victoire avec les Étoiles qui, disait-il, « ne demanderaient pas mieux que de les satisfaire gratuitement ». Le foot peut être salvateur. Il n'est pas pour autant un vaccin contre la bêtise humaine.

Post-scriptum

Production espagnole, le film Estrellas de la Línea (en anglais The Railroad All-Stars) écrit et réalisé par Chema Rodríguez est sorti en 2006. Il raconte l'histoire des filles de Ciudad Guatemala et de leur équipe de football. Suzy, Vilma, Valeria, Merecey et les autres y « jouent » leurs propres rôles. Le documentaire a reçu plusieurs prix internationaux. Il a été notamment présenté en mars 2007 au festival Perspective de femmes de Karlsruhe et au dix-septième Festival du Cinéma espagnol de Nantes.

Africa Dube Le Noir vaut de l'or

017

Vendredi 19 novembre 2004

Résumée sommairement l'histoire d'Africa Dube, qui se déroule à Durban, a quelque chose d'exemplaire sur les changements intervenus dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid.

Africa Dube, de l'ethnie zoulou, est propriétaire, P.-D. G. et directeur opérationnel de CKB, une entreprise de conseil en réseaux informatiques. Entreprise dynamique et prospère qui vient notamment de passer un gros contrat avec la municipalité de Durban. Ce qui est évidemment tout à l'honneur de son P.-D. G.

Mais l'histoire prend son caractère emblématique si l'on ajoute qu'Africa Dube était, il y a quatre ans, le chauffeur de Chris Cleator, le P.-D. G. blanc d'une entreprise qui portait alors un autre nom mais faisait le même travail. Cleator est aujourd'hui directeur général de CKB, numéro deux si vous préférez, derrière Dube. Tout cela va, dira-t-on, dans le sens de l'histoire. L'Afrique du Sud a fêté au printemps dernier le dixième anniversaire de sa démocratie multiraciale et les progrès sont constants. Il n'y a pas de miracles pour autant. Des organismes ont été créés pour aider les cadres sud-africains noirs à occuper des postes de responsabilité dans les entreprises encore largement dominées par la minorité blanche. Ces organismes usent d'incitations. Ainsi CKB a-t-elle été récompensée pour avoir mis un Noir au poste de patron. Lequel patron a réussi la négociation du contrat avec la municipalité de Durban pour un montant de 5 millions de rands (600 000 euros environ).

Mais l'histoire prend rapidement un tour moins glorieux. Africa Dube était donc, depuis dix-huit ans, le chauffeur de l'ex-



Ce jour-là...

France. EDF et GDF passent du statut d'établissements publics à celui de sociétés anonymes.

Pays-Bas. Après l'assassinat du cinéaste Theo van Gogh, le député néerlandais Geert Wilders demande un arrêt total de l'émigration « non-occidentale » pour une durée de cinq ans.

Birmanie. La junte militaire libère trois mille neuf cent trente-sept prisonniers dont la détention a été jugée « inappropriée ».

Irak. Deux morts dans une mosquée sunnite investie par les forces irakiennes pour arrêter ceux qui s'y trouvaient, dont l'imam.

P.-D. G. Son salaire n'avait pas évolué, sa vie non plus, qui se déroulait dans une petite maison en torchis d'un quartier pauvre de Durban. Puis ce fut le grand changement. Le chauffeur fut un jour nommé président-directeur général. Africa Dube accepta évidemment avec enthousiasme sa promotion. Il fut moins heureux peu après quand il s'aperçut qu'il continuait de faire le chauffeur et que son salaire n'avait pas été augmenté. À l'évidence, son titre était de pure forme, pour permettre à l'ex-patron de négocier les aides promises à ceux qui jouaient le jeu de la promotion des Noirs. C'est alors que l'hebdomadaire *Business Report* entreprit de raconter sur un mode positif la *success story* du nouveau P.-D. G. noir. Chris Cleator ne voulant pas prendre le risque d'être démasqué installa donc Africa Dube dans un vrai bureau, tripla son salaire, lui promit une voiture et une maison.

Quant au travail qui va avec, il était assez simple. Chaque lundi, la secrétaire de l'entreprise lui apportait des chèques en blanc à signer ainsi qu'une pile de paperasses à parapher qu'il n'avait pas vraiment les moyens de lire. Les autres jours ? Africa Dube l'a confessé sans joie, il passait tout son temps au bureau à jouer sur son ordinateur. Il ne savait ni ce qui se passait dans l'entreprise ni ce qui s'y faisait. Et c'est ce qui a fini par dévoiler l'affaire.

Invité par le président de la municipalité à discuter les derniers détails du contrat que celle-ci devait signer, on s'aperçut vite que le P.-D. G. noir n'était guère que le prête-nom d'une entreprise blanche. Et le président de hurler à l'escroquerie et au racisme.

Chris Cleator, l'ex-P.-D. G. mais toujours vrai patron, se défendit. Il admit qu'Africa Dube n'était peut-être pas l'homme le mieux qualifié pour le poste, mais qu'il était néanmoins un homme de confiance ; il avait seulement voulu lui donner sa chance. Il dit aussi qu'une entreprise devait faire des profits et que de ce point de vue, la sienne avait obtenu des succès impressionnants, précisément grâce à la coopération entre Blancs et Noirs. N'était-ce point le but recherché ?

La municipalité de Durban a rompu le contrat sans autres poursuites. Et si l'on en croit *Business Report*, l'hebdomadaire économique qui le premier a si bien raconté l'histoire exemplaire d'Africa Dube, elle serait loin d'être un cas isolé.

À propos d'affairisme, un autre Sud-Africain noir a décidé lui aussi qu'on ne pouvait impunément se servir de son nom pour

faire de l'argent. Plus de deux cents entreprises sud-africaines avaient en effet inscrit le nom de Nelson Mandela dans leur intitulé, au motif – vérifié, dit-on – que cette seule mention faisait grimper les bénéfices. Du coup, Nelson Mandela et sa fondation ont décidé de déposer nom, prénom et surnoms de l'ancien président pour en interdire les usages mercantiles. Mais il n'y a pas que le nom qui rapporte, les chiffres aussi. Ou plus exactement « 46 664 », le matricule de l'ex-détenu Mandela. Une entreprise qui fabrique des pièces d'or avait réussi à en faire son numéro de téléphone. Et ça marchait, semble-t-il, très fort...

Post-scriptum

On n'a plus entendu parler d'Africa Dube depuis 2004. Vaille que vaille, le Black Economic Empowerment (la responsabilisation économique des Noirs) continue d'encourager par des incitations et des subventions la promotion de cadres et de dirigeants noirs dans les entreprises sud-africaines.

018

Chai Soua Vang Chasse tragique dans le Wisconsin



Ce jour-là...

France. Le président Jacques Chirac effectue la première visite officielle d'un chef d'État français en Libye après l'indemnisation des victimes de l'attentat contre le DC10 d'UTA en 1989.

Ukraine. La commission centrale électorale proclame la victoire du Premier ministre Viktor Ianoukovytch contre le chef de l'opposition leader Viktor Iouchtchenko. Celui-ci appelle aussitôt à la grève générale.

Indonésie. La police annonce l'arrestation de quatre suspects dans l'attentat-suicide du 9 septembre contre l'ambassade d'Australie à Jakarta.

Mercredi 24 novembre 2004

Chai Soua Vang est un citoyen américain, émigrant du Laos, appartenant à l'ethnie hmong pour être plus précis. Il a 36 ans et sa famille vit depuis vingt-quatre ans à Saint Paul, Minnesota. Vétéran de l'armée américaine, marié, père de six enfants, Vang est camionneur de profession et chasseur de cerf par passion. Dimanche, il est parti à la chasse, à une centaine de kilomètres au nord, dans le Wisconsin voisin où la chasse au cerf est une sorte de sport national et familial. Pour l'année en cours, près de six cent quarante mille permis de chasse au cerf ont été délivrés dans cet État en prévision des neuf jours de chasse qui ont été ouverts samedi dernier.

Dimanche donc, Chai Vang se retrouve dans une forêt qu'il ne connaît pas. Il y découvre l'un de ces postes aménagés dans les arbres, où les chasseurs se dissimulent pour mieux guetter leur proie. Apparemment, Vang ignore qu'il se trouve à l'intérieur d'une propriété privée. Un domaine

d'un peu plus de 160 hectares appartenant à un certain Robert Crotteau, lequel, justement en ce dimanche d'ouverture, a invité chez lui une quinzaine d'amis chasseurs. L'un d'entre eux aperçoit alors l'intrus perché sur le poste de chasse et prévient par radio ses amis qui sautent dans leur 4x4.

Pour la suite des événements, on ne dispose que d'une version plausible des faits, exposée par le shérif local sur la base des témoignages recueillis. Version reproduite dans la presse : les chasseurs auraient demandé à Vang de descendre de l'arbre et de vider les lieux. De quelle manière ? Nous n'avons pas la réponse. Vang quitte son poste de chasse, il marche sur

30 m à 40 m, puis se retourne, arme son fusil et tire. La scène est décrite de manière confuse, on ne sait pas s'il y eut ou non échange de balles. Le bilan, lui, ne fait pas de doute. Cinq des chasseurs du groupe sont tués sur le coup, dont Robert Croteau, le propriétaire, son fils, une femme et deux autres hommes. Une sixième victime est morte lundi à l'hôpital où deux autres chasseurs sont encore soignés pour leurs blessures.

Autre certitude : quand Vang est arrêté, sans résistance, quelques heures plus tard, le chargeur de son fusil qui contient vingt balles est vide. L'arme, un fusil chinois SKS, est tout à fait légale. Vang a un permis de chasse en règle. Lors de son arrestation, il est tout à fait calme. Aucune explication n'est donnée à son geste meurtrier. Du côté des amis des victimes et de leurs proches, qui habitent la même petite ville du Wisconsin, l'émotion, on l'imagine, est considérable. Là non plus personne ne peut expliquer ce qui s'est passé.

Chai Vang est l'un des quelque vingt-cinq mille Hmongs venus du Sud-Est asiatique qui vivent dans la région de Saint Paul depuis les années 1970. Plusieurs milliers de ces montagnards avaient été enrôlés par la CIA pour former une sorte d'armée secrète lors de la guerre du Viêtnam. Les États-Unis leur ont exprimé leur gratitude en leur accordant de généreux visas. Le temps a passé, les relations interraciales sont globalement bonnes. Mais les conflits existent aussi. Notamment quand il s'agit de pêche et de chasse.

Les Hmongs étant amateurs de chasse, quatorze mille permis ont été délivrés l'an dernier à des citoyens de cette communauté. Mais on n'a pas forcément la même conception de la propriété dans le Wisconsin, où abondent les chasses privées, et au Laos où toutes les forêts sont domaniales. Le bureau des ressources naturelles du Wisconsin a même confié à un membre de la communauté hmong le soin d'apprendre à ses compatriotes les règles propres à la chasse dans cet État. Tout le monde n'en a pas bénéficié. Certains incidents entre Blancs et Asiatiques ont eu parfois une nette connotation raciste. D'autres conflits opposent régulièrement des chasseurs sans qu'interviennent des différences de couleur de peau. Rien décidément qui permette à ce stade d'élucider le mystère de l'épisode tragique de ce dimanche de novembre.

La communauté hmong ne se sent pas moins concernée par l'affaire. Dès lundi, une dizaine de ses responsables ont pré-

senté collectivement leurs condoléances aux parents des victimes. Une autre réunion, plus large, est prévue pour solenniser plus encore cet hommage collectif.

Un journaliste du *Star Tribune* de Saint Paul-Minneapolis a tout de même soulevé un lièvre – si l'on ose dire. Doug Grow s'interroge sous forme d'autocritique : « Je suis coupable de céder aux stéréotypes, écrit-il. La première chose que j'ai faite en arrivant au journal lundi a été d'appeler des responsables hmongs. Supposons que le suspect se soit appelé Johnson ou O'Reilly, je n'aurais évidemment pas appelé un responsable communautaire scandinave ou irlandais pour leur demander des comptes sur l'action d'un seul homme. »

Post-scriptum

Le 8 novembre 2005, reconnu coupable de six meurtres et de deux tentatives de meurtres, Chai Soua Vang a été condamné à six peines de prison à vie consécutives plus soixante-dix ans de prison. « J'ai fait ce que j'avais à faire pour me défendre », a expliqué l'accusé. Lors de l'audience, Chai Soua Vang a affirmé que c'est l'un des chasseurs qui avait d'abord tiré sur lui pour violation de propriété privée. Puis il a ajouté : « J'ai pris peur, je ne savais plus quoi faire. J'ai pensé que si je ne les tuais pas, ce serait eux qui me tueraient. »

Frances Newton

Quarante-huit heures à vivre

Lundi 29 novembre 2004

Frances Newton a 39 ans, et au moment où cette chronique est diffusée, il lui reste peut-être moins de quarante-huit heures à vivre. Cette jeune femme noire a été condamnée à mort pour le meurtre de son mari et de ses deux enfants. Elle est détenue depuis dix-sept ans dans le couloir de la mort de la prison de Gatesville, au Texas. Son exécution a été fixée au mercredi 1^{er} décembre. Si la justice, comme on dit, suit son cours, elle sera la quatrième femme et la première Afro-Américaine à être mise à mort au Texas.

Toutes les procédures d'appel auprès des tribunaux de l'État et des cours fédérales ont été épuisées et seule une intervention du gouverneur Rick Perry (le successeur de George Bush) pourrait surseoir à l'exécution annoncée. La probabilité semble faible.

La prison de Gatesville est située près de Houston, dans le tristement fameux Harris County. Vingt-trois condamnés ont été mis à mort au Texas depuis le début de l'année 2004, trois cent trente-six depuis la reprise des exécutions capitales en 1982, soit plus du tiers des exécutions aux États-Unis.

Les faits qui ont conduit Frances Newton dans le couloir de la mort remontent au 7 avril 1987, cinq jours avant son vingt-deuxième anniversaire. Elle rentre alors chez elle, dans son petit appartement du Harris County, après avoir fait des courses, accompagnée d'un cousin. Elle y découvre les corps de son mari, Adrian, 23 ans, et de ses deux enfants, Alton, 7 ans, et sa petite sœur Farrah, qui n'a pas encore 2 ans, tous tués par balles. C'est son récit, bien sûr. Quinze jours plus tard, Frances

019



Ce jour-là...

France. Hervé Gaymard est nommé ministre de l'Économie et des Finances à la place de Nicolas Sarkozy, qui a démissionné du gouvernement après avoir été élu président de l'UMP.

États-Unis. La Cour suprême prévoit de se prononcer sur le droit des États à rejeter les règles fédérales en matière d'usage thérapeutique de la marijuana.

Irak. Deux soldats américains sont tués et trois autres blessés à Bagdad par l'explosion d'une bombe sur leur passage. Quatre membres de la garde nationale irakienne sont tués à la suite d'une attaque.

est arrêtée, accusée du triple meurtre, qui aurait été commis avec le pistolet d'un amant. Frances nie. C'était l'arme de mon mari, dit-elle, et je l'avais cachée pour éviter des ennuis. Mobile du crime : une police d'assurance de 100 000 dollars.

Frances Newton a toujours protesté de son innocence. Les preuves matérielles réunies contre elle par l'accusation se sont révélées fragiles. Les balles retrouvées dans l'appartement ne correspondaient pas à celles de l'arme qui aurait servi à les tirer. L'expertise balistique conduite par le département de la police de Houston (HPD) apparaît bâclée, sinon manipulée. Les traces de nitrite, identifiées comme celle de la poudre et retrouvées sur la robe bleue que portait Frances Newton, pourraient en fait être celle d'un engrais transporté sous les chaussures du petit garçon, et les connaissances d'alors n'ont pas permis de faire la différence.

Assurément, le couple n'allait pas bien. Adrian Newton trafiquait dans la drogue. Selon Frances, il aurait été tué par un dealer identifié comme Charlie, auquel il devait 500 dollars qu'il n'avait pas les moyens de rembourser. Personne ne s'est soucié de rechercher ce Charlie, qui serait connu dans les parages comme un trafiquant colombien.

À son procès, Frances Newton était assistée par un avocat commis d'office, un certain Ronald G. Mock dont l'incompétence a déjà expédié une dizaine de clients dans le couloir de la mort. Il avait été par trois fois réprimandé ou suspendu par le barreau du Texas depuis sa prise de fonctions en 1978, et en cette année 2004, il lui était interdit de se charger d'affaires criminelles.

Ronald Mock avait promis à Frances une libération prochaine, tant son innocence semblait simple à établir. Des mois passèrent sans que la situation ne s'éclaircisse et, du coup, la mère de Frances contacta un autre avocat. Le procès étant annoncé, le nouvel avocat demanda au tribunal un délai pour pouvoir enquêter sur l'affaire, ayant découvert au passage que son confrère n'avait jamais travaillé sur le dossier, ni même interrogé un seul témoin. Le tribunal refusa ce report. La suite était prévisible : le pire procès dans les plus mauvaises conditions. Frances n'avait pas une chance.

Son cas est loin d'être une exception. Au mois d'août dernier, on a découvert dans une remise du HPD deux cent quatre-vingts boîtes contenant des pièces à conviction, dans un état de délabrement avancé. Les dossiers qui y pourrissaient corres-

pondaient à quelque huit mille affaires criminelles s'étendant sur vingt-cinq ans, des meurtres pour la plupart. Gisaient là autant de preuves jamais examinées. Ce n'était pas la première fois que ce département de la police de Houston était mis en cause. Il y a deux ans, il avait tout simplement été fermé à la suite d'un rapport accablant sur ses pratiques « scientifiques ». Selon la présidente de la cour d'appel criminelle du Texas, Barbara Hervey, nul ne peut dire à ce stade quelle est l'étendue des dégâts redevables aux mauvaises pratiques du département de la police de Houston. N'empêche, depuis la découverte de ces deux cent quatre-vingts boîtes abandonnées, dix condamnés ont été exécutés, et la mise à mort de trois autres est programmée d'ici la fin de l'année, dont celle de Frances Newton.

Nul ne peut affirmer l'innocence de Frances Newton. Reste à prouver qu'elle est coupable. Et à lire les articles de presse concernant son affaire, citant les meilleures sources judiciaires, il y a un peu plus que l'ombre d'un doute.

Post-scriptum

Deux heures avant la mise à mort programmée de Frances Newton, le 1^{er} décembre 2004, le gouverneur du Texas a ordonné un sursis de cent vingt jours pour procéder à de nouveaux examens balistiques. Les résultats n'ont pas changé les données du procès originel. Les ultimes voies d'appel ayant été épuisées, Frances Newton a été exécutée par injection létale le 14 septembre 2005.

020

Hanadi Zakariya Hindi Une Saoudienne à la conquête du ciel



Ce jour-là...

Côte-d'Ivoire. La France reconnaît que ses forces ont tiré sur une manifestation anti-française, causant une vingtaine de morts, mais maintient qu'elles ont agi en état de légitime défense.

Irak. Le Pentagone annonce le renforcement des troupes américaines en Irak, qui passeront de cent trente-huit mille à cent cinquante mille soldats avant janvier 2005.

Mercredi 1^{er} décembre 2004

Hanadi Zakariya Hindi va entrer dans l'histoire en devenant la première femme pilote d'Arabie Saoudite. La nouvelle est officielle depuis la semaine dernière ; elle ne sera effective qu'en 2005. On pourra l'appeler alors Captain Hindi. Mais l'événement est déjà historique. Car si cette jeune femme de 26 ans achève son apprentissage à l'Académie d'aviation du Moyen-Orient en Jordanie, son futur employeur, le prince Al-Walid ben Talal, lui a déjà garanti un emploi au sein de sa compagnie privée.

Le prince Al-Walid, neveu du roi Fahd, a été l'acteur principal de ce qui, à l'échelle du royaume wahhabite, peut ressembler à un conte de fées. Il a pris intégralement

à sa charge les très onéreuses études de pilotage de la jeune femme. Il en a évidemment plus que les moyens. Selon le magazine *Forbes*, il serait le quatrième homme le plus riche du monde. Mais il passe aussi pour le réformiste de la famille, celui qui souhaite une modernisation accélérée de l'Arabie Saoudite. Vaste programme, comme on sait. Assurément, l'avènement, sous son patronage, de la première femme pilote est un symbole qui pouvait difficilement passer inaperçu.

Hanadi Hindi a toujours rêvé de piloter. Un rêve a priori hors de portée d'une Saoudienne. Elle a donc commencé par étudier la littérature anglaise à l'université avant de se lancer dans l'aventure du ciel avec, dit-elle, le soutien de ses parents. Le rêve est donc en train de devenir réalité. Le portait du Captain Hindi a même été affiché au musée de l'Armée de l'air de Riyad, ce qui, selon le quotidien *Arab News*, équivaut à « une reconnaissance semi-officielle du gouvernement ». D'un rêve à l'autre, Hanadi

Hindi espère un jour prendre les commandes d'un appareil de la Saudi Arabian Airlines, la compagnie commerciale du royaume, mais cette promotion n'est pas encore à l'ordre du jour.

Au moins pourra-t-elle voler, à défaut de pouvoir conduire sa voiture pour se rendre à l'aéroport, les femmes saoudiennes étant toujours interdites de volant. Cette loi ne relève pas seulement de la tradition qui minore en tout les femmes du royaume. Une *fatwa* très officielle du Conseil supérieur des oulémas, la principale autorité religieuse saoudienne, a donné à la tradition force de loi en 1990. Quarante-sept femmes avaient alors organisé un cortège automobile à Riyad. Arrêtées par la police, elles furent relâchées quand leurs parents mâles signèrent pour chacune un engagement de ne plus recommencer. Pour plus de sécurité, la fameuse *fatwa* fut prononcée, établissant qu'une femme au volant courait de nombreux dangers, à commencer par celui d'avoir à se trouver au contact d'hommes. Les mêmes autorités religieuses ne se sont apparemment pas encore prononcées sur la question du pilotage.

En juin dernier, le gouvernement saoudien ouvrait aux femmes nombre de professions qui leur étaient jusque-là interdites. Les étudiantes saoudiennes comptent pour plus de la moitié des diplômés des universités du pays, mais comme le rappelait le *Times* de Londres, seulement 5,5 % des quatre millions sept cent mille femmes en âge de travailler occupent effectivement un emploi. Et les résistances demeurent vives, tant du côté religieux qu'au sein même de la famille royale. Les femmes ne peuvent se déplacer en public que couvertes de la tête aux pieds et accompagnées d'un parent mâle. Et l'an prochain, quand, pour la première fois en plus de quarante ans d'histoire, les citoyens pourront élire leurs conseils municipaux, il n'y aura toujours pas de citoyennes saoudiennes. Alors certes, Hanadi Zakariya, future Captain Hindi, a quelque raison d'être fière d'avoir réalisé son rêve, mais pour le moment en Arabie Saoudite, le sort promis à la moitié de la population ressemble encore à un enfer sur terre.

Post-scriptum

Le 12 janvier 2007, le quotidien Arab News annonçait que Hanadi Zakariya Hindi avait pris les commandes de l'un des jets de la compagnie du prince Al-Walid. Elle n'en devait pas moins se rendre à l'aéroport sous la conduite d'un chauffeur mâle, n'ayant toujours pas le droit de prendre le volant en tant que femme saoudienne. Elle devait également porter le voile sur son uniforme.

021

Ghulam Dastagir Le héros oublié de la catastrophe de Bhopal



Ce jour-là...

Espagne. La police soupçonne l'ETA d'être responsable d'une série d'attentats commis à Madrid, qui n'ont pas fait de victimes.

Bosnie. Dragomir Milosevic, le général qui dirigea les quinze derniers mois du siège de Sarajevo, décide de se livrer aux autorités serbes qui le transfèrent au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie.

Irak. L'explosion d'une voiture piégée devant une mosquée chiite de Bagdad fait quatorze morts et dix-neuf blessés.

Vendredi 3 décembre 2004

Ghulam Dastagir était le chef adjoint de la gare de Bhopal. Il prit son service de nuit le soir du 2 décembre 1984 en expédiant la paperasse de routine. À 1 h du matin, il sortit de son bureau pour surveiller l'arrivée de l'express Mumbai (Bombay-Gorakhpur), et c'est à ce moment qu'il ressentit une forte irritation de la gorge et comme une brûlure aux yeux. D'où il se trouvait, il pouvait apercevoir des fumées venant de l'usine de pesticides Union Carbide qui se dirigeaient vers la gare. Ghulam Dastagir n'avait aucune idée de ce qui se passait, mais il était sûr que quelque chose n'allait pas.

Rassemblant son équipe, le chef de gare décida de faire repartir aussitôt l'express Mumbai. Les passagers de Bhopal se bousculèrent pour grimper dans les wagons. L'express démarra avec vingt minutes d'avance. Or d'autres trains étaient atten-

due. Un collègue de Ghulam eut alors le bon réflexe de faire arrêter la circulation. Grâce à quoi des centaines de vies furent sauvées.

On célèbre aujourd'hui le vingtième anniversaire de la catastrophe de Bhopal. Cette nuit-là, entre minuit et minuit trente, 40 tonnes d'isocyanate de méthyle (ou MIC, pour *methyl isocyanate* en anglais) s'échappèrent de la cuve 601 de l'usine, et se répandirent en un nuage épais sur une vaste zone de quelque 20 km² où vivaient près d'un demi-million d'habitants. Ce fut le pire accident industriel des temps modernes, tuant près de trois mille personnes dans les minutes et les heures qui suivirent. Huit mille victimes allaient s'y ajouter en quelques jours.

Depuis lors, la catastrophe de Bhopal aurait fait quinze mille morts, selon le bilan officiel – mais le chiffre réel serait plus proche de vingt-cinq mille. Cinq cent soixante-dix mille personnes furent intoxiquées, et cent vingt mille sont toujours traitées pour des maladies chroniques ou des séquelles incurables. La catastrophe de Bhopal continue de tuer vingt ans plus tard. Alors que nombre de victimes n'ont toujours pas été indemnisées, le site de Bhopal, lui, reste en l'état, avec des tonnes de déchets qui continuent leur ravage et polluent les nappes phréatiques où s'alimente encore la population.

La gare de Bhopal fut l'un des théâtres de ce cauchemar. Une fois le dernier train parti et les autres arrêtés au loin, il n'y avait plus moyen de quitter la ville alors que des milliers d'habitants se précipitaient vers les quais désormais inutiles. Beaucoup allaient y mourir.

Ghulam Dastagir ne quitta pas son poste. Après avoir alerté toutes les gares, il réussit à obtenir quatre ambulances et quelques infirmiers. Des médecins des chemins de fer vinrent les rejoindre. Moyens dérisoires à l'échelle du désastre. On raconte aussi que Ghulam, lui-même suffoquant comme les autres, courait d'un quai à l'autre pour essayer d'aider.

Son histoire a été rapportée par le correspondant de la BBC comme celle de l'un de ces héros ignorés. On a pu lire aussi dans divers journaux les témoignages terribles de survivants, ainsi que leur colère.

Les raisons de la catastrophe n'ont jamais été complètement tirées au clair. Des fautes grossières en matière de sécurité et un sous-encadrement flagrant semblent indiscutables. Les organisations de victimes continuent de réclamer le procès du patron américain de l'usine de pesticide, Warren Anderson, rentré aux États-Unis et dont le mandat d'arrêt, lancé en 1992, n'a jamais été exécuté.

Pour ces associations, les responsabilités de l'homme et d'Union Carbide en général sont évidentes. Elles en veulent pour preuve les différences flagrantes dans le traitement des questions de sécurité entre l'usine de Bhopal en Inde et sa consœur installée aux États-Unis, en Virginie occidentale. En 1989, première victoire, elles ont reçu l'autorisation de mener une enquête sur ce « double standard ». Mais le même jour on a annoncé qu'un accord avait été passé entre Union Carbide et le gouvernement indien. L'entreprise s'engageait à verser

470 millions de dollars pour dédommager les victimes (c'était un tiers des sommes réclamées alors). En contrepartie, le gouvernement indien renonçait à poursuivre Union Carbide et ses dirigeants. Entre-temps, Union Carbide a été racheté par Dow Chemical, qui estime n'avoir aucune responsabilité dans cette histoire, pas plus que sur l'état du site ou la santé des victimes. Pas question donc de prendre en charge le nettoyage des déchets toxiques dans l'usine.

Ghulam Dastagir est mort l'an dernier. Souffrant de terribles maux à la poitrine, il avait passé l'essentiel des dix-neuf années qui ont suivi la catastrophe dans les hôpitaux. Peu de temps après son retour à la maison, le 3 décembre 1984, il avait vu mourir l'un de ses quatre fils. Sa femme a raconté au journaliste de la BBC que la compagnie de chemin de fer a apposé une plaque en hommage à ses employés morts le 3 décembre en faisant leur devoir. Ghulam n'y figure pas.

Post-scriptum

Le 2 décembre 2007, pour le vingt-troisième anniversaire de la catastrophe, plusieurs manifestations et processions se sont déroulées dans les rues de Bhopal avant de converger vers le site de l'ancienne usine d'Union Carbide. Les veuves des victimes de la fuite de gaz toxique du 3 décembre 1984 participaient à la cérémonie. Les manifestants réclamaient comme chaque année que justice soit rendue et que Dow Chemical soit contraint d'assumer ses responsabilités. À l'issue du défilé, on a brûlé, entre autres symboles, le portrait de Warren Anderson, l'ancien P-D. G. d'Union Carbide, dont la justice indienne a continué de demander l'extradition. Les dernières informations concernant Warren Anderson datent de 2005, quand un journaliste a tenté – en vain – d'obtenir un entretien. L'ancien P-D. G., âgé de plus de 80 ans, coulait une retraite paisible dans sa luxueuse résidence des Hamptons à Long Island, aux États-Unis.

Zhang Hemin Bambou, sexe et vidéo

022

Vendredi 17 décembre 2004

Zhang Hemin est un savant et un homme précieux. Mais ce dont il a la charge est plus précieux encore : il est en effet le directeur de la réserve naturelle de Wolong, dans la province chinoise du Sichuan. Pour qui ne serait pas familier avec le sujet, ajoutons qu'il lui revient de veiller à la survie du panda géant, symbole du combat pour la conservation des espèces.

Vous l'aurez compris, c'est donc de pandas que nous allons parler. Celui que l'on appelle le panda géant, de son vrai nom *Ailuropoda melanoleuca*, noir et blanc, souvent pris pour un ours, qu'il importe de ne pas confondre avec son cousin de l'Himalaya, *Ailurus fulgens*, ou petit panda, panda rouge ou encore *firefox*.

Concernant le panda géant, l'année 2004 aura été celle d'une bonne et d'une mauvaise nouvelle. La bonne est le recomptage des pandas vivant en liberté en Chine : on les estimait à un millier, on a découvert qu'ils étaient en réalité plus de mille cinq cents. Auxquels s'ajoutent les quelque deux cents d'entre eux vivant en captivité. La mauvaise nouvelle date d'hier, rapportée par le *China Daily* et l'agence Chine nouvelle. Elle se résume en quatre mots : les bambous ont fleuri. Plus exactement, l'espèce très particulière de bambou appelée bambou-flèche dont le panda géant fait sa nourriture quasi exclusive a fleuri dans la réserve de Pianshan, un autre site protégé du Sichuan. Cette espèce de bambou a un cycle de vie de soixante ans environ, et la floraison en marque la fin. Ensuite, la plante meurt et il faut compter une dizaine d'années pour que de nouvelles pousses soient consommables. En d'autres termes, la disparition annoncée du bambou-flèche dans



Ce jour-là...

Russie. À Moscou, la Douma adopte une loi antiterroriste qui renforce les pouvoirs des services secrets et des forces de police, notamment au détriment des journaux.

Bhoutan. Le royaume himalayen interdit la vente et l'usage du tabac sur l'ensemble de son territoire.

Israël. Le Parti travailliste et le Likoud forment un gouvernement d'unité nationale dirigé par Ariel Sharon, dans lequel les travaillistes disposeront de huit postes, dont un ministère de la Paix et du Désengagement spécialement créé pour Shimon Pérès.

les montagnes de Pianshan condamne les pandas géants à un jeûne à très haut risque.

Ce n'est heureusement pas toute l'espèce qui est menacée, d'après Huang Lishuang, l'un des responsables de la réserve : seuls dix-neuf pandas vivent dans cette région. Mais l'alerte générale a été lancée. Les fermiers sont invités à signaler l'apparition de tout panda et les gardes forestiers patrouillent dans toutes les zones où les bambous fleurissent. Les experts sont néanmoins partagés sur la nature du danger. Les plus optimistes assurent que les pandas rechercheront d'autres bambous pour assouvir leur faim. Zhang Hemin en semble moins sûr. Il connaît son panda et il pense qu'il est très difficile de changer ses habitudes alimentaires.

À vrai dire, de tous les mystères du panda géant – et ils sont encore nombreux –, cette hyperspécialisation alimentaire n'est pas le moindre. On pourrait y voir un véritable défi aux théories de l'évolution, ou comment un omnivore a restreint à ce point son alimentation, se condamnant par là même à mourir de faim.

Le mystère s'épaissit encore si l'on n'oublie pas qu'en même temps le panda géant a développé un outil spécifique, très perfectionné, pour éplucher les bambous dont il ne consomme que les efflorescences supérieures les plus tendres. C'est le fameux « pouce du panda » (en fait, une excroissance osseuse musclée fonctionnant comme un épluche-légumes), auquel Stephen Jay Gould a consacré une étude définitive (aussi savante que pleine d'humour). On la trouvera en français aux éditions Grasset sous le titre, évidemment, de *Pouce du panda*.

L'autre grand mystère du panda est celui de sa sexualité. On sait peu de chose sur la reproduction du panda en liberté, sinon qu'elle est lente et aléatoire. Mais on s'est évidemment penché avec science et patience sur la reproduction du panda en captivité. Avec, il est vrai, plus d'échecs que de succès, ainsi qu'un constat global : la privation de liberté n'encourage pas une libido déjà limitée à l'air libre... Dans les zoos du monde entier, la plupart des couples de pandas ont clairement refusé de se reproduire, même si l'on a pu constater des gestes de tendresse manifestes. Les seuls et rares pandas nés en captivité ont été conçus par insémination artificielle.

Les chercheurs ont tout essayé, y compris de projeter aux pandas des zoos des ébats de pandas en liberté... Une première tentative avait eu lieu il y a une vingtaine d'années au zoo de

Washington DC. Sans succès. La dernière expérience a été tentée au début de cette année dans la réserve de Wolong par Zhang Hemin. On y accueillait une jeune dame panda de 5 ans, Hua Mei, née par insémination au zoo de San Diego en Californie et renvoyée dans son pays. L'idée des spécialistes était de la mettre en condition de rencontrer des partenaires mâles puisque c'était de son âge. Et Hua Mei est enceinte. Faut-il en rendre grâce au film ou à la nature ? La question reste posée. Dans tous les cas, la réponse sera portée au crédit de Zhang Hemin, le directeur de la réserve qui veille si bien sur le destin d'une espèce précieuse entre toutes.

Post-scriptum

En 2007, Zhang Hemin était toujours à la tête de la réserve de Wolong. On le retrouvera dans le portrait n° 150 (voir p. 469).

023

Gary Webb Le journalisme, passion mortelle



Ce jour-là...

Grande-Bretagne. Le Parlement britannique vote la création de la carte d'identité, une première historique et la disparition d'une longue tradition du Royaume-Uni où l'on savait – bien – vivre sans.

Égypte. Le chef de l'Église copte égyptienne, le pape Shenouda III, annonce sa réclusion volontaire dans un monastère du désert pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les plaintes légitimes des chrétiens d'Égypte.

Monde. Le brésilien Ronaldinho est désigné meilleur joueur de l'année par la Fédération internationale de Football Association (FIFA).

Lundi 20 décembre 2004

Gary Webb est, ou plutôt, était journaliste. Journaliste d'investigation comme on dit ; bien que prestigieux et honoré, il avait dû quitter ce métier qui fut toute sa vie et qui le faisait encore rêver. Puis il est mort. Suicidé. On l'a retrouvé chez lui, il y a dix jours, avec deux balles dans la tête, tirées par la même arme, un P38 que Gary Webb tenait de son père et qu'il gardait près de son lit. Deux balles, cela fait beaucoup pour un suicide. Mais le coroner de Sacramento est formel, tous les éléments confirment qu'il s'est donné la mort, à commencer par une note annonçant son intention de mettre fin à ses jours.

Gary avait toujours voulu être journaliste. Né dans une famille de militaires à Corona en Californie, il avait écrit ses premiers éditoriaux à 15 ans dans le journal de son lycée d'une banlieue d'Indianapolis. On était en 1970, en pleine guerre du Viêt-nam et Gary Webb s'était fait une réputation de rebelle en protestant contre l'usage de bataillons féminins qui venaient défiler

dans les facs pour encourager les étudiants à soutenir l'effort de guerre. Après un court séjour dans une école de journalisme et quelques expériences dans des journaux du Kentucky, Gary Webb avait enfin trouvé son journal, le *San Jose Mercury News*, un quotidien local de Californie qu'il avait rejoint en 1988. On pourrait dire aussi que le journal avait trouvé son reporter.

Deux ans plus tard, ses reportages sur les suites du tremblement de terre de Loma Prieta lui valurent le prix Pulitzer, la récompense suprême du journalisme américain. Le meilleur était à venir, ou le pire... mais n'anticipons pas.

En 1996, le *Mercury News* publiait une longue enquête en trois parties sous le titre *Dark Alliance*. Gary Webb y exposait comment, dans les années 1980, des trafiquants de cocaïne nicaraguayens avaient importé et distribué d'énormes quantités de crack, dont les bénéfices auraient servi à financer les *contras*, les milices nicaraguayennes qui, entraînées et armées par la CIA, combattaient alors le régime gauchisant de Managua.

Gary Webb n'accusait pas explicitement la CIA d'avoir aidé les trafiquants, il disait seulement qu'elle était parfaitement au courant et avait laissé faire. Avec ces articles, le *Mercury News* connut une popularité nationale (et même internationale) sans précédent : un million trois cent mille connexions sur son site web en une journée. La *Columbia Review of Journalism*, référence respectée dans le métier, parla du « travail journalistique le plus discuté de l'époque, et sans doute la série la plus justement (certains diront la plus tristement) célèbre de la décennie ». Fin de citation.

Que Gary Webb ait été alors l'objet d'attaques sur un tel sujet n'a rien de surprenant. Mais les plus rudes vinrent de la profession elle-même, notamment du *Washington Post*, du *Los Angeles Times* et du *New York Times*. Outre des failles dans son enquête, on lui reprocha d'avoir sombré dans une « théorie du complot ». Gary Webb se défendit comme il put, mal il faut croire, exposant sur son site web les pièces et les preuves de son enquête. En 1997, le *Mercury News* lui retira son soutien et l'affecta dans un bureau du journal à 150 km de chez lui. Sa carrière était brisée, son mariage n'y résista pas.

L'histoire ne s'arrête pas là. La série de Gary Webb avait fortement secoué les institutions fédérales, déclenchant de nombreuses enquêtes sur la façon dont l'administration Reagan-Bush (au pouvoir de 1981 à 1989) avait conduit la guerre des *contras* au Nicaragua. Moins connus certes que dans l'affaire précédente, le fameux Irangate, les résultats des enquêtes, menées en 1998, y compris au sein de la CIA, confirmèrent la plupart des révélations de Gary Webb.

Il les exposa de nouveau en 1999, avec la totalité des citations et toutes les sources, dans un livre de 600 pages, *Dark Alliance: The CIA, the Contras, and the Crack Cocaine Explosion* (dont on pourrait traduire le titre par « Sombre alliance : la CIA, les contras et l'explosion du crack de cocaïne »), qui fut accueilli partout avec intérêt. Les critiques alors se turent. Trop tard.

Aucun journal ne voulait plus employer Gary Webb. Il survécut pendant deux ans grâce à un emploi d'enquêteur auprès d'instances parlementaires. En 2003, il avait pourtant trouvé une rédaction où écrire, le *Sacramento News and Review*. Ça n'allait pas durer. La dernière semaine, Gary Webb s'est enfermé chez lui. On lui avait volé sa moto. Il venait de vendre sa maison et de mettre de l'argent sur le compte de son ancienne femme, la mère de leurs trois enfants. Quand les déménageurs se sont présentés, le 10 novembre, ils ont trouvé un mot : « N'entrez pas, appelez le 911 et demandez une ambulance. »

L'un de ses rares amis dans la profession, Charles Bowden, signature respectée, qui avait publié dans *Esquire* un article confirmant la série de Gary Webb, disait de lui : « C'est peut-être le meilleur journaliste d'investigation de ce pays et c'est une honte pour nos médias de ne pas l'employer. » Après sa mort, sa femme dira : « Il n'avait jamais souhaité faire autre chose qu'écrire. »

Post-scriptum

Nul ne doute plus aujourd'hui que Gary Webb avait raison. L'enquête de l'inspection générale de la CIA a totalement confirmé les faits exposés dans la série Dark Alliance. Le lynchage médiatique dont Gary Webb fut l'objet reste aujourd'hui encore difficile à comprendre, sauf à admettre avec Robert Parry, un autre journaliste d'investigation de l'époque, que « Gary Webb était comme le canari dans un puits de mine, dont le destin sonnait comme un avertissement de ce qui guette une nation quand les journalistes sont plus soucieux de leur salaire et de leur statut que de la vérité et du droit du public à la connaître ». Robert Parry est, entre autres, l'auteur de Lost History: Contras, Cocaine, the Press & "Project Truth" (« Une histoire perdue : les contras, la cocaïne, la presse et le "Projet vérité" »). La preuve au moins que tout le monde n'a pas oublié le malheureux auteur de Dark Alliance, coupable d'avoir eu raison quand on n'avait pas envie de savoir.

Maher Arar

L'homme qui ne veut pas se laisser oublier

Mercredi 22 décembre 2004

Il n'aura échappé à personne que *Time Magazine*, l'hebdomadaire américain publié à New York, a choisi pour la seconde fois en quatre ans de faire de George Bush son homme de l'année (en version originale, on dit *person of the year*) pour son édition américaine et internationale. On ne sait peut-être pas en revanche que *Time Magazine* publie également une édition canadienne pour laquelle il a choisi d'honorer Maher Arar.

Maher Arar est un citoyen canadien d'origine syrienne. En septembre 2002, faisant escale à l'aéroport J. F. Kennedy de New York au retour de ses vacances, il est interpellé – kidnappé ne serait pas un abus de langage – par la police fédérale des États-Unis. Peu après, il est extradé vers la Syrie où il est détenu et maltraité pendant un an avant d'être finalement libéré, sans jamais avoir été accusé de quoi que ce soit, et de rentrer chez lui à Ottawa. Revenons en arrière : les anomalies de cette histoire sont légion. On retiendra les trois majeures. La première : quand Maher Arar a été interpellé en zone de transit de l'aéroport J. F. Kennedy, on peut évidemment penser qu'il était suspect et même suspecté d'avoir des liens avec le réseau terroriste Al-Qaida. Si la suspicion était fondée, pourquoi alors ne pas l'avoir traité selon les lois américaines ? Et sinon quoi ?

Deuxième anomalie, ce suspect accusé de rien, mais néanmoins suspect, aurait dû alors être expulsé des États-Unis, conformément aux règles internationales. Rien de tel non plus. Il a été extradé. Non pas vers un pays qui le réclamait – aucun pays ne le réclamait –, mais vers son pays de naissance, la Syrie

024



Ce jour-là...

France. Retour des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, enlevés en Irak et détenus durant cent vingt-cinq jours, accueillis par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. La DGSE aurait joué un rôle majeur dans les négociations qui ont abouti à la libération des otages.

Europe. La Cour européenne confirme les sanctions contre Microsoft pour « abus de position dominante ».

Japon. Le Japon confirme son premier cas humain de grippé aviaire.

donc, qu'il n'a plus revu depuis ses 17 ans. Laquelle était publiquement désignée par le président Bush, pratiquement au même moment, comme un État voyou, un acteur de l'axe du mal, ignorant les règles les plus élémentaires de l'État de droit.

Last but not least, troisième anomalie, mais on aurait pu commencer avec elle, Maher Arar est citoyen du Canada. Il en a le passeport, il y réside et il y travaille. Or le Canada n'a en rien été informé du mauvais sort réservé à son ressortissant, officiellement du moins.

Ce qui nous ramène à l'actualité.

Depuis son retour parmi les hommes libres, Maher Arar n'a cessé de réclamer la vérité et donc la justice. Il n'est pas seul dans cette affaire. Sa femme poursuit à ses côtés le travail qu'elle avait entrepris au temps de sa détention en Syrie, avec l'aide d'organisations de défense des droits de l'homme, mais aussi des médias du pays. Il y a en effet de fortes présomptions (alimentées notamment par les autorités américaines et le département de la Justice) de dysfonctionnement des services canadiens. Ils seraient loin d'être innocents dans l'interpellation de Maher Arar en 2002. La suspicion pèse principalement sur la Gendarmerie royale et le CSIS (le service de renseignement et de sécurité du Canada). Dénégations et demi-aveux se sont succédé depuis.

Le Premier ministre Paul Martin s'est pour sa part engagé à ce que toute l'affaire soit tirée au clair et rendue publique. Ce qui a quasiment été fait avec la publication d'un mémo de douze pages, résumant les témoignages filmés de neuf membres du CSIS. Sauf que le mémo diffusé a été lourdement censuré à l'initiative du gouvernement et contre l'avis du chef de la commission d'enquête, le juge à la Cour suprême Denis O'Connor. Parmi les passages supprimés, il y a notamment ceux qui contenaient « des éléments favorables à M. Arar dont la réputation a été entachée du soupçon d'activités terroristes ».

Une cour fédérale devrait trancher le litige, mais le gouvernement canadien peut toujours refuser la publication en arguant de la sécurité nationale.

La bataille est donc loin d'être terminée, outre les procédures engagées par Maher Arar et ses conseils, l'une contre le Premier ministre canadien de l'époque, Jean Chrétien, l'autre contre l'ex-ministre de la Justice des États-Unis, le *general attorney* John Ashcroft.

Voilà à quoi *Time Magazine* version canadienne a voulu rendre hommage en consacrant sa couverture de l'année à Maher Arar : « Si Arar est un terroriste, écrit Steven Frank, chef du bureau canadien de *Time*, il ne ressemble vraiment à aucune figure connue. À la différence d'autres suspects soumis à ce genre de justice, il n'a pas disparu dans les oubliettes de sa cellule du Moyen-Orient et une fois libéré, il n'a pas non plus cherché à fuir le regard du public. Bien au contraire, Arar, qui vit modestement à Ottawa, s'est placé en pleine lumière et est devenu un porte-parole de la défense des droits de l'homme au Canada, comme le symbole de la manière dont la peur et le déni de droit ont pénétré l'Occident après le 11 septembre. »

Post-scriptum

En septembre 2006, une enquête canadienne officielle a définitivement blanchi Maher Arar. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) quant à elle est fortement soupçonnée d'avoir transmis aux autorités américaines des informations fondées sur des rumeurs qui ont valu à Maher Arar ce traitement exceptionnel. L'affaire n'aurait peut-être pas connu un dénouement finalement heureux sans l'action déterminée et déterminante de sa femme Monia Mazigh qui, dès 2002, a mobilisé les médias canadiens et les organisations de défense des droits de l'homme. On aura bientôt le récit complet de cette histoire : Monia Mazigh achève d'écrire les Mémoires de toute l'affaire, qui paraîtront en 2009.

025

Nata Mullick Profession : bourreau



Ce jour-là...

Asie. Un premier bilan des ravages du tsunami qui a frappé l'océan Indien fait état de vingt mille à quarante-cinq mille victimes.

Ukraine. Le candidat de l'opposition Viktor Iouchtchenko proclame sa victoire à l'élection présidentielle ; sans attendre les résultats officiels, Viktor Ianoukovytch, le candidat pro-russe, demande l'annulation du scrutin.

Irak. Un attentat-suicide à Bagdad devant le domicile du chef du Conseil suprême de la Révolution islamique, la principale organisation chiite du pays, fait quinze morts et des dizaines de blessés.

Lundi 27 décembre 2004

En ces temps difficiles, il peut sembler indécent de souhaiter le chômage à son prochain. C'est pourtant le mieux que l'on puisse espérer pour Nata Mullick qui, à 84 ans, mérite amplement la retraite. Mais ce souhait vaut également pour ses héritiers... Vous allez comprendre pourquoi.

Nata Mullick exerce un métier rare, peu enviable et unique dans son pays, l'Inde : il fait office de bourreau. Chez les Mullick, on est bourreau depuis au moins trois générations. Le père de Nata, Shivilal, a pendu plus de cinq cents condamnés, pour la plupart des nationalistes bengalis combattant le colonialisme britannique. Les performances de Nata sont plus modestes : vingt-cinq suppliciés durant sa longue carrière. La dernière exécution en date, et la seule dans tout le pays pour l'année 2004, a eu lieu le 14 août dernier à la prison centrale de Calcutta.

Ce jour-là, Nata Mullick a conduit à la potence Dhananjoy Chatterjee, un homme de 39 ans, condamné à mort quatorze ans

plus tôt pour le viol et le meurtre d'une jeune fille de 16 ans. Nata Mullick n'avait pas officié depuis quinze ans. Bien que la peine de mort figure toujours dans le code pénal indien, les tribunaux la décident rarement. Les deux précédents condamnés exécutés en Inde étaient les assassins du Premier ministre Indira Gandhi. Ils furent pendus en 1989.

Mullick est aussi un homme consciencieux. Une pendaison ne s'improvise pas. Ainsi, une semaine avant l'exécution de Dhananjoy, Nata, accompagné de son petit-fils de 21 ans, Prabhat, dont il souhaite faire son successeur, a procédé à plusieurs répétitions avec des sacs de sable pesant le poids du

condamné. Les téléspectateurs ont même eu droit à des démonstrations sur la manière de passer le nœud autour du cou.

C'est le petit-fils qui s'est chargé de conduire le condamné vers la potence, Nata Mullick se réservant le rôle d'abaisser le levier fatal pour ce qui devait être, avait-il déclaré, la dernière exécution de sa vie. Il était assurément temps d'arrêter : selon les récits des journaux, Nata Mullick a été pris d'un malaise une fois sa besogne accomplie et il a fallu l'évacuer sur un brancard. Généralement disert et accordant volontiers des entretiens à la presse, il n'a pu, cette fois, prononcer un mot. D'après les responsables de la prison cités par les journalistes, Nata Mullick avait beaucoup bu durant les trois jours précédant l'exécution.

À l'heure de la retraite définitive, Nata Mullick l'a dit et répété, il n'a ni regrets ni remords. « Je n'ai jamais pendu de révolutionnaires ni de combattants de la liberté » (à la différence de son père). Il admet que parfois, quoique rarement, il retrouve en rêve quelques-unes de ses victimes. Mais il reste un partisan sans état d'âme de la peine de mort. Et, s'agissant du dernier supplicé, il est formel : « Ce type était un monstre, il ne méritait pas la potence, on aurait dû l'enfermer dans une cage avec des tigres. »

On ne peut en tout cas pas suspecter le bourreau indien d'agir pour l'argent. Chacune des vingt-quatre pendants auxquelles il avait procédé auparavant lui avait rapporté 5 000 roupies, soit une centaine d'euros, sauf la dernière qui, pour des motifs inconnus, lui a été payée double. Mais la célébrité n'a pas de prix et celle de Nata Mullick est, semble-t-il, solidement établie.

Quant à l'avenir, il devrait donc appartenir à son petit-fils. À moins que d'ici là, la peine de mort ne soit enfin abolie en Inde.

Post-scriptum

Nata Mullick a réellement pris sa retraite après sa dernière exécution en 2004. La suite tragique de son histoire relève du fait divers familial. Dans la maison qu'il partage avec son fils Mahadev et Uma, la femme de celui-ci, il a trouvé un jour, au retour d'une promenade, sa belle-fille pendue. D'après les constats de la police, Uma, qui souffrait de dépression, s'était étranglée avec son sari.

L'exécution de Chatterjee a provoqué en son temps un débat sur la peine de mort dans tout le pays. Mais elle a aussi assuré une certaine célébrité au bourreau, qui a été plusieurs fois sollicité par le théâtre et le cinéma pour jouer son propre rôle.